



L'ESPERLUETTE

Bureau de dépôt -
Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 101 - JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 2019



SUDS EN MOUVEMENTS...

Un syndicat en mouvement. La CNE (1980-2019)

Une expérience interdisciplinaire à l'ISCO Bruxelles



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43
Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Mario BUCCI, Charlotte DE LEU, France HUART (coordination), Tiffany LESCEUX, Zoé MAUS, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT, Sophie WIEDEMANN

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Claudia BENEDETTO, Mario BUCCI, Hélène CAPOCCI, Edwine GOLDONI, Nic GÖRTZ, France HUART, Zoé MAUS, Geoffrey PLEYERS, Jos PALANGE, Anne-Françoise THEUNISSEN et les étudiants ISCO Bruxelles, Felipe VAN KEIRSBILCK

PHOTOS : Michel RENARD

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE PAR DCL PRINTERS

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25 –
Courriel : communautaire@ciep.be

EDITEUR RESPONSABLE: Mario BUCCI – Chaussée de Haecht, 579 –
1030 Bruxelles

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



ÉDITORIAL	
« Plus chaud que le climat »	3
ANALYSE	
« Un monde où il y a de la place pour tous les mondes »	4
Femmes du monde en lutte	7
Défis écologiques et souveraineté alimentaire : réponses «des pauvres» au problème posé par «les riches»	10
MOUVEMENT EN CAMPAGNE	
Un syndicat en mouvement. La CNE (1980-2019).....	13
« Penser politiquement le passé, penser historiquement le présent »	14
L'OIT a 100 ans.... en avant !	14
Attention aux simplismes !	16
VIE DE L'ISCO	
Une expérience interdisciplinaire à l'ISCO Bruxelles	17
EN RÉGIONS	
Habiter après 65 ans ?.....	20
Le capitalisme et après ?.....	22
Les Conseils consultatifs communaux des aîné.e.s	22
AGENDA	23

FICHE PÉDAGOGIQUE

S'organiser pour prendre le pouvoir

Mario BUCCI ♦ directeur du CIEP-ISCO communautaire

Plus chaud que le climat !

L'été qui vient de se terminer n'a pas été chaud seulement d'un point de vue climatique. Les mobilisations se succèdent aux quatre coins de la planète, de Moscou à Hong Kong, du Brésil à l'Algérie. À plus petite échelle, nous assistons aux luttes exemplaires du personnel infirmier, des livreur.euse.s de repas ainsi que des travailleur.euse.s d'Amazon. Des luttes dont l'origine est très variée – la violence patriarcale, l'exploitation du travail et des ressources naturelles, la violence étatique – mais qui, dans leur diversité, mettent en évidence quelques éléments qu'il vaut la peine de signaler.

La phase actuelle du capitalisme met sérieusement en péril la capacité de l'humanité à se reproduire : l'épuisement des ressources naturelles et le réchauffement climatique affectent directement les conditions physiques de la vie ; les politiques d'austérité – c'est-à-dire la réduction des financements des services publics et de la Sécurité sociale – creusent les inégalités et transfèrent le coût et la charge de la reproduction sur les individus et plus particulièrement sur les femmes. Côté travail, on assiste à la diffusion de contrats atypiques (qui réduisent les droits et la protection des salarié.e.s), à la précarisation des emplois, à une exploitation forcée – toutes des modalités qui épuisent travailleur.euse.s, et limitent le temps et les énergies disponibles pour la reproduction et l'épanouissement.

On assiste aussi à la difficulté croissante de la démocratie libérale à assurer l'autonomie, la participation et l'initiative des personnes. Plusieurs phénomènes caractérisent notre époque dans ce sens : la criminalisation des mouvements sociaux ; la violence institutionnelle ; le cadrage des politiques à partir de paramètres économiques et monétaires ; la distance croissante entre lieux décisionnels et intérêts citoyens concernés (par exemple, les traités de libre commerce qui sont négociés à huis clos entre technocrates en excluant la société civile).

Ces tendances interagissent avec les systèmes de domination que sont le patriarcat et le racisme. Les femmes du Sud constituent la majorité des personnes contraintes à la migration, non seulement par les violences, la pauvreté ou le changement climatique dans leurs pays d'origine, mais aussi par la demande de force de travail à bas coût à qui on confie le travail de reproduction sociale (care, travail domestique, etc.). La précarité – endettement, logement précaire et insalubre, restrictions à l'accès aux aides sociales – frappe les femmes, et plus particulièrement celles issues de la migration. Et, à

côté de cela, on assiste à une augmentation de la violence masculine sur le corps des femmes.

Ces effets prennent des formes différentes selon les régions du monde. Le respect de l'état de droit et des droits humains est très inégal à l'échelle de la planète : être syndicaliste ici est dur, mais l'être en Colombie signifie risquer au quotidien sa propre existence ; être paysan.ne ici implique souvent une vie difficile, mais l'être au Mali, aux Philippines ou au Guatemala signifie s'exposer à l'accaparement des terres, à la violence extrême des groupes paramilitaires, à la dégradation de l'état de santé à cause de l'usage indiscriminé de produits nocifs. Ce qui par contre se ressemble est la violence masculine sur les femmes, même si, dans les zones de conflit, le viol est utilisé comme arme par les combattants. Et on peut remarquer que l'intensité de la violence est proportionnelle à la concentration de ressources – force de travail et ressources naturelles – sur la planète.

Face à ces attaques, des oppositions émergent tout le temps et partout. Des mobilisations ponctuelles ou qui durent dans le temps ; qui se basent sur des organisations déjà existantes ou qui en produisent de nouvelles, ou qui expérimentent des nouvelles formes de l'agir collectif. Dans certains cas, ces mobilisations mettent en évidence les contradictions au sein d'organisations historiques : par exemple, les enjeux liés à la mondialisation par rapport aux organisations constituées sur base nationale.

Le dossier de ce numéro de *L'Esperluette* traite de l'état des mobilisations sociales dans le Sud global. Malgré les différences de contexte et dans les rapports de force, ce qui est impératif pour un mouvement comme le MOC est de se penser en termes de solidarités et d'alliances, entre pays, entre organisations et, surtout, entre problématiques et revendications. Sans oublier de s'interroger sur les contradictions que le passé colonial et la domination des pays du Nord engendrent souvent dans les mouvements de cette partie du monde.

Qui nous lit régulièrement l'aura appris ou remarqué en voyant une nouvelle signature à cet éditorial : Virginie Delvaux qui a guidé le CIEP Communautaire pendant dix ans et qui contribuait à chaque numéro de *L'Esperluette* est partie pour réaliser des nouveaux projets et concrétiser ses rêves. Toute l'équipe du CIEP Communautaire et la rédaction de *L'Esperluette* souhaitent la remercier de tout cœur pour son engagement, son inspiration et son ouverture d'esprit. Bonne chance Vi ! ■

SUDS EN MOUVEMENTS....

Interview de Geoffrey Pleyers (UCLouvain) ♦ réalisé par Zoé Maus, CIEP communautaire

« Un monde où il y a de la place pour tous les mondes »¹

Parler des mouvements sociaux du Sud, c'est embrasser la très grande diversité du monde. Il est néanmoins impossible de rendre compte de cette diversité. Pour défricher un peu le terrain et comprendre quelques-uns des enjeux vécus par les mouvements sociaux du Sud (des Suds), nous avons interviewé Geoffrey Pleyers, spécialiste des mouvements sociaux, chercheur au FNRS, professeur à l'UCLouvain et vice-président de l'Association internationale de sociologie².

Comment décririez-vous les mouvements sociaux actuels dans le Sud ?

Ce qui est important de noter et qui a changé depuis le début des années 1990, c'est la place des mouvements sociaux du Sud dans leurs sociétés et dans le monde. En 1992, les gouvernements américains et européens ont voulu célébrer le 500^e anniversaire de ce qu'ils appelaient « la découverte de l'Amérique ». Les peuples indigènes des Amériques se sont révoltés contre cette célébration. D'une part, l'Amérique n'a pas été « découverte », les peuples

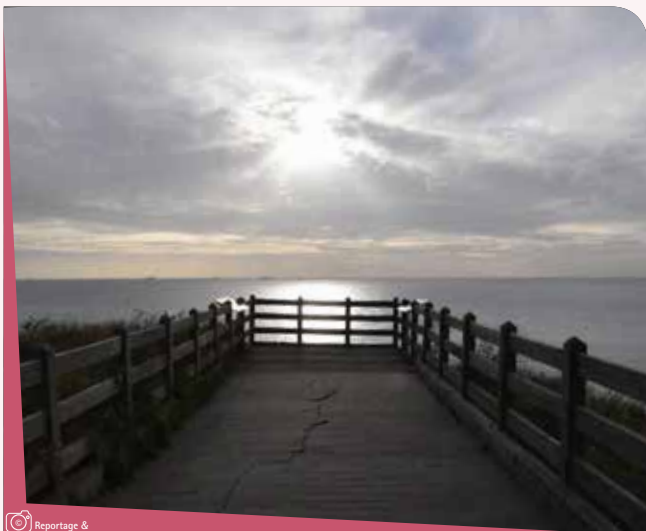
indigènes y vivaient déjà depuis des milliers d'années. D'autre part, loin d'une rencontre pacifique, la conquête par les Européens a été synonyme de génocide de peuples indigènes, de violences et d'imposition culturelle. Suite à ce réveil, des mouvements du Sud se sont affirmés sur le continent et leurs luttes ont trouvé une résonance globale. Les Zapatistes, dans le Sud du Mexique, sont probablement les plus connus, mais des dizaines de mouvements indigènes se sont soulevés dans les Amériques. Certains ont fait tomber des gouvernements, comme en Équateur ou en Bolivie. Les mouvements paysans du Sud ont également un impact important sur les luttes globales. Les paysan.ne.s indien.ne.s, brésilien.ne.s ou indonésien.ne.s constituent par exemple le cœur de l'internationale paysanne, la *Via Campesina*, qui compte plus de 200 millions de membres, ce qui en fait le plus vaste mouvement global. On peut rappeler que le mouvement a été fondé à Mons en 1993.

Des points communs entre ces différents mouvements ?

Il est impossible de parler de manière générale des « mouvements sociaux du Sud ». Les mouvements urbains sont aussi nombreux que les ruraux. S'ils sont souvent ancrés dans leur territoire, ces mouvements contribuent largement aux luttes globales et à la manière de penser l'émancipation. De plus, ils ont une grande influence sur la manière dont on pense l'écologie, le féminisme, l'environnement, ici en Europe.

Un ancrage local et communautaire

Ce qui distingue une bonne partie des mouvements du Sud de la plupart des mouvements européens, c'est leur ancrage dans les territoires et leur esprit communautaire plus présent. C'est le cas des communautés indigènes et de nombreux mouvements paysans. Leurs ancrages communautaires ou locaux les amènent à s'organiser localement, en réaction par exemple à la destruction de leur village par des entreprises minières, qu'on appelle les « industries extractivistes ». Cela dit, on retrouve aussi ce sens de la communauté dans de nombreux mouvements urbains et plus encore dans les collectifs féministes.



« Buen Vivir » : une autre façon de voir le monde

La portée de certains de ces mouvements va bien au-delà de la défense des territoires. Ils proposent également d'autres manières de voir le monde et d'autres manières de penser ce qu'est la « vie bonne ». Ainsi, des mouvements indigènes et ruraux andins proposent une philosophie du « *Vivre bien* » (« *Buen Vivir* ») qui considère que le bonheur n'est pas dans l'accumulation d'argent et de biens, mais dans une vie plus harmonieuse avec les autres et avec la nature. Il s'agit de remplacer l'esprit individualiste et de compétition par un sens de la communauté. Ces idées ont largement circulé, au gré des déplacements, notamment des Équatoriens en Allemagne. Cette idée du « *Buen Vivir* », que l'on retrouve aussi en Inde ou dans certaines régions africaines (sous le nom d'*Ubuntu*), est l'une des racines des mouvements pour la simplicité volontaire en Belgique. De même, certains mouvements paysans européens, organisés autour de l'agroécologie et des coopératives, sont aussi inspirés par les mouvements du Sud, notamment la *Via Campesina*.

Quel apport peuvent avoir ces mouvements dans les luttes globales ?

Depuis le début des années 1990, ces « mouvements du Sud » ont contribué à modifier notre façon de voir le monde, que ce soit à propos du renouveau de l'écologie, avec le mouvement pour la justice climatique qui est fortement inspiré par des acteur.rice.s du Sud, pour les féminismes ou pour la place des paysan.ne.s dans la société. Alors que les petit.e.s paysan.ne.s semblaient voué.e.s à disparaître avec la modernisation, la *Via Campesina* a montré qu'il.elle.s étaient des acteur.rice.s clés pour nourrir la planète et pour ralentir le changement climatique. Comme le disait un jeune Mexicain, « *Avant, quand on pensait l'avenir, on regardait vers le Nord, les États-Unis. Aujourd'hui, c'est vers le Sud qu'on se tourne, surtout vers le Chiapas* ». Ces acteur.rice.s du Sud sont devenu.e.s important.e.s pour leurs propres luttes, par exemple pour défendre leur territoire ou pour préserver une forêt, mais aussi pour leur contribution aux luttes globales pour un monde plus juste et plus écologique, et aux manières de penser ce monde.

Des luttes contre un capitalisme sauvage

Parler du Sud en général pose de nombreux problèmes, car il s'agit de continents très divers. L'Inde à elle seule compte près de trois fois plus d'habitant.e.s que toute l'Europe et avec une diversité culturelle bien plus importante. On y parle 122 « langues majeures » et près de 1600 autres langues, soit bien plus que dans toute l'Europe. On ne peut donc pas parler des « mouvements sociaux en Inde » en général, et c'est encore moins le cas lorsqu'on parle de l'Asie.

Ces acteur.rice.s du Sud ont transformé notre manière de voir le monde au cours des dernières décennies ; c'est pourquoi il.elle.s sont très important.e.s en ce sens. En même temps, il ne s'agit ni d'essentialiser, ni d'idéaliser le Sud. Ce qui domine dans la plupart des pays, au Sud comme au Nord, c'est l'augmentation des inégalités et une énorme attraction des classes moyennes et

supérieures pour le consumérisme. Si une partie de la population rurale ou indigène a créé des mouvements sociaux extraordinaires, parmi ces populations comme ailleurs, beaucoup aspirent à accéder à un mode de vie « à l'occidentale ». On constate d'ailleurs que lorsque ces pays se développent et qu'une partie de la population sort de la pauvreté pour rejoindre la classe moyenne, l'attrait de la consommation explose. Leur aspiration est d'intégrer le capitalisme plutôt que de le changer. C'est d'ailleurs le bilan que tire l'extraordinaire président uruguayen Pepe Mujica : « *On a réussi à sortir les pauvres de la pauvreté, pour en faire des consommateurs, mais nous n'avons pas réussi à en faire des citoyens* ».

« Depuis le début des années 1990, ces mouvements du Sud ont contribué à modifier notre façon de voir le monde. »

Les pays du Sud connaissent aussi une grande urbanisation. Quelles revendications portent les mouvements urbains ?

L'évolution de la situation urbaine à travers le monde est une bonne illustration de la méconnaissance des rapides évolutions du monde au cours des trois dernières décennies. La liste des principales mégapoles est aujourd'hui largement dominée par les pays « du Sud », avec des villes qui comptent à peu près autant d'habitant.e.s que notre pays mais dont on a rarement entendu parler, comme Shijiazhuang, Shantou ou Chengdu en Chine dont les aires métropolitaines comptent chacune plus de 10 millions d'habitant.e.s, sans parler de Lagos au Nigéria que certaines projections placent comme la plus grande ville du monde en 2030.

Quel rôle jouent les syndicats dans l'organisation des travailleur.se.s ?

Le rôle des syndicats dans le mouvement des travailleur.se.s a changé au cours des 30 dernières années. La thèse de la désindustrialisation menant à une désyndicalisation ne tient pas. Si notre continent a connu une désindustrialisation massive, il n'y a jamais eu autant d'usines et d'ouvrier.ère.s qu'aujourd'hui à l'échelle mondiale. Cependant, l'internationalisation du système de production et les délocalisations rendent le rôle des syndicats difficiles et leur influence souvent limitée. À l'inverse, on a également observé que sous l'influence des Chambres de commerce et des lobbies des grandes entreprises, appuyées par les ambassades, les syndicats européens et américains ont contribué, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, à ce que les salaires n'augmentent pas en Chine par exemple.

En même temps, l'organisation des travailleur.se.s passe aussi par d'autres structures qui sont aussi plus petites, plus flexibles,

parce que soit les syndicats sont interdits, soit ils rencontrent des difficultés pour s'implanter. La *Via Campesina* est une espèce de grand syndicat paysan qui se structure autrement.

Les syndicats sont également en train de se réinventer et doivent réfléchir à ne pas se limiter au secteur du travail et à impliquer, à l'heure de la globalisation, les consommateurs. Les du Nord qui contribuent à maintenir et développer le système, en achetant des vêtements bon marché et en ne se préoccupant pas de comment ils ont été fabriqués. Avec la mondialisation, on ne peut pas penser l'amélioration du sort des travailleurs seulement à partir des syndicats.

Dans ce contexte, quel est l'avenir des Forum Sociaux Mondiaux (FSM) ? Quelles convergences des luttes ?

La dynamique des FSM a sans doute fait son temps, même si l'on va célébrer les 20 ans du FSM et que le prochain, qui devrait avoir lieu à Barcelone, devrait bénéficier du dynamisme social et intellectuel de cette ville, avec un foisonnement militant et intellec-



Reportage &

tuel autour de l'écologie, des mouvements urbains, du numérique ou de l'économie sociale.

Mais la génération qui a créé les FSM et a géré son organisation était déjà assez âgée au début du siècle. Aujourd'hui, il.elle.s sont moins nombreux. Pour la génération actuelle et celles des mouvements des places de cette décennie (en Espagne ou en Égypte mais aussi les mères de la Place de Mai en Argentine), les FSM ne sont plus la référence. Ce n'est pas forcément un problème : il y a d'autres manières de s'internationaliser. Cependant, les rencontres, la mise en commun d'alternatives, de ressources et de savoirs que permettaient les FSM n'ont pas d'équivalent pour l'instant.

À l'opposé, on constate aujourd'hui que les mouvements réactionnaires sont très actifs et efficaces dans leur internationalisation, notamment les mouvements ultralibéraux, à partir de courants religieux ou de think tanks, et avec une infrastructure et des moyens importants. La pointe de l'iceberg étant les réseaux de Steve Bannon³, très actifs dans différents pays, y compris en Europe. L'exemple de l'utilisation des réseaux sociaux par l'extrême droite flamande, montre également que ces mouvances utilisent particulièrement bien les réseaux socio-numériques pour développer et diffuser leurs idées.

Voit-on une nouvelle vague de mouvements féministes à l'échelle internationale ?

Les mouvements féministes ont montré depuis longtemps que les femmes étaient capables de se mobiliser de manière transnationale. Récemment, des actions simultanées, comme les grèves du 8 mars, se sont déroulées aux quatre coins du monde. Ces marches qui ont lieu le même jour dans différents pays avaient déjà eu beaucoup de succès par le passé. La marche la plus importante du XXI^e siècle étant celle du 15 février 2003 contre la guerre en Irak où 15 millions de personnes ont manifesté à travers le monde.

Aujourd'hui, on voit également une convergence entre les mouvements décoloniaux, féministes et écologistes. Cette convergence est très présente dans le Sud et a été beaucoup développée en Amérique latine ou en Inde. Elle arrive en Europe assez tardivement. Ce n'est donc pas une convergence « occidentale » mais elle est largement inspirée du Sud et des luttes menées là-bas.

Les mouvements du Sud attendent-ils encore quelque chose des mouvements du Nord ou est-ce que ça fait tellement longtemps qu'ils attendent qu'ils n'espèrent plus rien ?

Les consommateurs du Nord et les industries sont les principaux responsables du saccage massif et accéléré de la planète et de l'exploitation des travailleurs et des paysans du Sud. La situation mondiale ne peut donc pas changer sans un changement important également au Nord de la planète, dans nos modes de vie et dans les régulations pour les entreprises. Au-delà de la solidarité avec les mouvements du Sud, les principales contributions des mouvements du Sud se situent dans la construction de mouvements globaux et de luttes communes qui se mènent au Nord et au Sud. Ce sont des luttes contre le saccage de la nature, contre le patriarcat et contre un système toujours plus inégalitaire qui nous concernent tous et toutes. Il s'agit donc moins d'une solidarité du Nord avec le Sud que de luttes communes. ■

1. En référence à la 4^e déclaration de la Forêt Lacandone de l'EZLN : « *Le monde que nous voulons est fait de beaucoup de mondes, tous y ont place. Dans la Patrie que nous construisons, il y a place pour tous les peuples et leurs langues, que tous les pas y marchent, que tous les rires la rient, que tous soient son aurore* » (trad.) (en ligne) <http://cspcl.ouvaton.org/spip.php?article17>
2. L'article est rédigé sur base d'un entretien téléphonique avec Geoffrey Pleyers, complété par ses ajouts et corrections.
3. Steve Bannon est l'ancien conseiller stratégique du président Donald Trump. Homme d'affaires, dirigeant de médias et militant conservateur proche de l'extrême droite, il a créé en 2017 *The Movement*, organisation politique dont le but est de rassembler des mouvements européens de droite et conservateurs.

Zoé Maus ♦ CIEP communautaire

Femmes du monde en lutte

Les femmes portent sur leurs épaules la moitié du ciel disait Mao. À elle seule cette phrase résume la réalité des femmes de par le monde : moitié de l'humanité, elles assument une grande partie des tâches productives mais également reproductives. Or, si leurs réalités concrètes sont différentes, partout dans le monde les femmes sont violentées et discriminées dans de nombreux domaines : impossibilité d'exercer les droits politiques, absence de droits légaux en tant qu'individus et membres de la famille, non-accès à l'éducation, à la formation et à la formation technique et enfin, discriminations et inégalités au niveau du travail. Déjà en 1946, la Commission de la condition de la femme établie au sein de la commission des droits de l'homme de l'ONU avait pointé ces inégalités. Plus de 70 ans après, force est de constater que la situation des femmes dans ces domaines n'est pas encore optimale, voire même, elle se serait dégradée dans de nombreux pays¹.

Cependant, face à ces discriminations, les femmes ne sont pas restées les bras croisés et n'ont bien sûr pas attendu le mouvement #Metoo ou les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* pour prendre en main leur destin et revendiquer le plein exercice de leurs droits, qu'ils soient politiques, sociaux, économiques ou reproductifs. Loin de la vision paternaliste et misérabiliste dont les femmes du Sud font souvent l'objet, présentées comme des victimes passives devant être secourues par les Occidentaux au nom de valeurs égalitaires et sous couvert de défense des droits humains, elles se sont mobilisées et se mobilisent toujours, prenant part à d'autres combats, qu'ils soient anticapitalistes, environnementaux, pacifistes ou paysans et dépassant ainsi les seules revendications « féminines ». Si on ne peut bien entendu pas mettre tous les mouvements du Sud dans le même sac, comme nous le rappelle Geoffroy Pleyers², nous pouvons cependant en dresser un portrait de famille contrasté, aux multiples caractéristiques et aux tendances parfois contradictoires, mais avec des points communs qui permettent la convergence des mouvements de femmes de par le monde.

Un mouvement transnational

Malgré leur diversité, les femmes du monde se sont ralliées autour d'enjeux fédérateurs, comme l'égalité des sexes, la lutte contre les violences, l'accès aux droits fonciers ou le droit à la sexualité de leur choix, comme en témoignent depuis 20 ans les différentes éditions de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) et les discussions et rencontres organisées lors des Forums Sociaux Mondiaux (FSM)³. Selon Margara Millan, « le féminisme est transnational, construit en réseaux via la diffusion et la traduction d'idées et de revendications, et la solidarité entre mouvements »⁴. Des lieux, comme les FSM, mais également la MMF, permettent aux femmes de se retrouver et s'organiser.

Mouvements de femmes ou mouvements féministes ?

Comme le soulignent de nombreuses chercheuses, la lecture des mouvements de femmes dans le Sud est rendue complexe par le fait que de nombreuses femmes du Sud récusent une identité féministe qui leur semble étrangère, contribuant ainsi au fait que certaines militantes du Nord estiment que leurs mobilisations ne correspondent pas toujours à l'agenda féministe. Il n'existe pas une seule condition féminine malgré les convergences. Aurélie Leroy met en avant le fait que se reconnaître et s'organiser autour d'une identité « *politique femmes* » plutôt que féministe est le reflet d'une histoire⁵. Dans la plupart des pays du Sud, le désaveu des mouvements de femmes pour le terme « féminisme » peut être compris au regard d'une tradition coloniale du féminisme occidental qui a pu être vécue violemment et douloureusement. Refuser cette étiquette peut devenir un acte de résistance ou une stratégie pour montrer que les luttes pour l'égalité ne s'inscrivent pas dans un modèle prédéfini et hégémonique. Or, le refus d'endosser l'identité féministe ne signifie pas que ces organisations ne partagent pas des revendications du féminisme, mais plutôt qu'elles se reconnaissent et s'organisent autour d'une identité politique « femmes » qui fait davantage sens à leurs yeux. Selon Joëlle Palmieri, les mouvements de femmes englobent tout ce qui a trait à la mise en application de l'agitation des deuxièmes, qui se placent dans la sphère des luttes, se battent pour l'égalité, par l'acte politique⁶. Claudia Korol, quant à elle, souligne que si les mouvements féministes du Sud se « *nourrissent des apports théoriques de l'Occident, leurs racines plongent dans les luttes ancestrales auxquelles ces mouvements ont participé en tant que peuples* »⁷.

Les trois D : décolonisation, démocratisation/dictature et développement

Malgré les différences nationales et continentales, les pays du Sud ont ceci en commun que, pour la grande majorité d'entre eux, ils ont été soumis à une période de domination coloniale qui a profondément imprégné leur société, la période de décolonisation s'accompagnant de politiques de développement plus ou moins imposées par les institutions internationales. Parallèlement aux mouvements de libération nationale et de démocratisation, ces politiques qui ont parfois permis un mieux-être des femmes, ont dans de nombreux cas contribué à instrumentaliser leur combat, sans toujours leur accorder la place qu'elles revendiquaient. Les États nouvellement démocratiques, les institutions internationales mais aussi les organisations non gouvernementales ont dans certains cas joué un rôle non négligeable dans l'invisibilisation de certains combats des femmes et dans la dépolitisation de ceux-ci (notamment en utilisant le concept de genre et en le vidant de

son caractère subversif). De plus, les enjeux liés aux inégalités entre les femmes et les hommes, et les questions rattachées au genre n'ont pas toujours constitué une priorité au sein des autres mouvements sociaux, même si ceux-ci comptaient de nombreuses militantes dans leurs rangs. À de rares exceptions près, ce n'a pas été le cas : l'exercice du pouvoir reste largement masculin. Alors que les femmes ont largement contribué et participent aux luttes pour l'indépendance, leur effort politique n'est pas récompensé ni reconnu. En effet, les nouveaux.elles dirigeant.e.s se sont le plus souvent montré.e.s aussi paternalistes et sexistes que les colonisateur.rice.s et ont souvent vu les mouvements de femmes comme un faire-valoir de façade.

La mise en œuvre de politiques discriminatoires et inégalitaires (notamment les programmes d'ajustement structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale) ainsi que les interventions extérieures ont également dérégulé certains modes d'organisation des sociétés et notamment des femmes. Benita Cordero, de la CONAMUCA en République Dominicaine, explique ainsi que les différentes interventions étatsuniennes ont considérablement

« Alors que les femmes ont largement contribué et participent aux luttes pour l'indépendance, leur effort politique n'est pas récompensé ni reconnu. »

dérégulé l'agriculture de l'île (avec l'importation de semences transgéniques), impactant principalement les femmes. Ces dérèglements économiques se doublent souvent de dérèglements politiques, sociaux et environnementaux, contribuant aux violences faites aux femmes, tant les violences physiques que les violences politiques et symboliques.

Décoloniser la pensée

Dans le processus de décolonisation, mais également dans la réaction face aux politiques prétendant à une voie unique vers le développement, l'universalisme de la pensée occidentale a été doublement critiqué par certains mouvements de femmes du Sud : en tant que pensée occidentale dominante d'une part, et en tant qu'imposition d'un féminisme universaliste d'autre part. En effet, comment prétendre qu'une femme blanche européenne (et laïque) ait le même vécu qu'une femme dalit et musulmane en Inde ? Il n'y a pas de « *subjectivité unifiée mais une pluralité de voix qui construisent et expliquent leur propre réalité, produite à l'intersection de plusieurs identités* » rappelle Giulia Daniele⁸.

Les féministes décoloniales ont également insisté sur l'influence de cette histoire de domination occidentale dans leurs pays et ont œuvré à décoloniser leur pensée et à reconnaître les productions théoriques et pratiques subordonnées, radicalisées et sexualisées. Elles ont contribué à rendre incontournable le fait de reconnaître toutes les femmes dont les luttes concrètes ont été à la base des théories féministes. Cette décolonisation, cherchant une indépendance idéologique, épistémologique et économique, ne prône pas pour autant l'autarcie intellectuelle ou organisationnelle. La prise en compte des multiples déterminants de la manière dont vivent les femmes (race, classe, orientation sexuelle, ethnicité, lieu) et de leur imbrication et articulation, modifient donc la configuration de ce mouvement social comme le souligne Aurélie Leroy⁹ et il ne peut donc pas y avoir d'universalisme dans les revendications et l'agenda des luttes politiques des femmes.

Rapport à l'État et violences

Un autre point important dans la constitution des identités et revendications des mouvements de femmes est le rapport à l'État et au système politique en général. Que l'on pense aux réalités des femmes palestiniennes et israéliennes et leurs différentes préoccupations et situations (une nation sans État pour les premières, un nationalisme institutionnalisé et un État-nation établi pour les secondes) ; ou aux femmes zapatistes qui choisissent la construction d'une autonomie complète, les femmes ne sont pas totalement indépendantes du contexte institutionnel dans lequel elles vivent. Lorsqu'il s'agit de régimes dictatoriaux ou répressifs envers les mouvements sociaux, les femmes doivent redoubler d'imagination pour survivre et contribuent dès lors à transformer l'espace militant, comme en témoigne la militante féministe exilée turque Pinar Selek, qui explique que les féministes turques ont développé des critiques sur le nationalisme et le militarisme, ainsi que sur la récupération de la cause des femmes par le système¹⁰. Avec des paroles très fortes, elles ont aussi montré les liens entre la sexualité, le politique, le corps et les actions publiques. Ce mouvement, malgré toutes les répressions qu'il a subies, continue de survivre, grâce à des tactiques d'adaptation et un pragmatisme radical. Dans d'autres pays, la relation au religieux peut se faire soit contrainte, soit, dans d'autres cas, constituer le vecteur par lequel les femmes ont milité pour leurs droits contribuant ainsi à renouveler « *le cadre de la pensée et de l'action féministe, dépassant la stricte dichotomie laïque-religieuse* »¹¹.

Autonomie et institutionnalisation

Face à ces situations et en réaction à certaines politiques, les mouvements de femmes ont choisi différentes stratégies. Certaines se sont conformées sur la voie de l'institutionnalisation et ont suivi les recommandations venant « d'en haut » ou ce que la « raison » leur disait de faire. D'autres ont choisi la voie de l'autonomie, préférant s'éloigner des injonctions des institutions. Pour Joëlle Palmieri, ce choix a souvent impliqué de perdre en efficacité et de s'éloigner des lieux de pouvoir, là où les choses peuvent être changées¹². Ce mouvement des femmes autonomes est particulièrement présent en tant que tel en Amérique latine où des

collectifs se sont clairement mobilisés contre le système de développement imposé par les institutions, développant un discours anti-capitaliste fort ainsi qu'une réflexion approfondie sur la société hétéronormée cisgenre, les droits des LGBTQ ainsi que les questions raciales. Comme l'explique Zuliana Laines¹³, journaliste et syndicaliste féministe péruvienne, cette « nouvelle » génération de féministes latino se confronte également au racisme structurel et à la violence de leur société. Les mouvements *Ni Una Mas*¹⁴ sont le reflet de ce refus des jeunes générations face aux violences et aux féminicides.

La voie de l'autonomie peut être différente, notamment pour les femmes rurales qui elles aussi se sont organisées, que ce soit dans des organisations mixtes comme la *Via Campesina*, ou dans des organisations spécifiques, avec leurs propres revendications, notamment autour de l'accès à la terre. Représentant en moyenne près de la moitié de la main-d'œuvre agricole des pays en développement et malgré leur rôle crucial en matière de sécurité alimentaire des ménages, ces femmes font face à la discrimination et à un pouvoir de négociation limité. C'est pourquoi, au Bénin ou au Sénégal, en République Dominicaine ou au Brésil (entre autres), elles reprennent le contrôle de leur production, s'organisent en coopératives, recherchant une souveraineté alimentaire par la mise en place de l'agro-écologie mais aussi par la réappropriation des savoirs et savoirs-faire. Lors de sa venue en Belgique, Benita Cordero expliquait comment son organisation avait mis en place une école politique et une formation spécifique pour les jeunes femmes, développant ce que l'État dominicain ne peut pas leur offrir, construisant ainsi l'émancipation et le renforcement des femmes.

Un nouveau regard

Ces quelques éléments montrent que, inscrits et ancrés dans leurs territoires de vie (communautés et sociétés), les mouvements de femmes du Sud reflètent les préoccupations et les capacités d'actions des femmes, et offrent des perspectives de transforma-

tion à la fois sociales et politiques globales, mais aussi au sein des familles. Que ce soit en remettant en cause la pensée hégémonique occidentale, en brisant les codes de la société hétéronormée, en créant des espaces d'autonomie économique et éducative ou en relisant à la sauce féministe les discours religieux, aux quatre coins du monde des femmes contribuent à faire un pied de nez au système capitaliste, patriarcal et raciste, construisant un autre monde. ■

1. Jeanne BISILLIAT, « Lutttes féministes et développement: une perspective historique », in *Le genre, un outil nécessaire*, Genève, Graduate Institute publications, 2000.
2. Voir son interview dans ce numéro de *L'Esperluette*, pp. 4-6.
3. Comité Québécois Femmes et Développement, *Droits des femmes et mouvements sociaux (Fiche de synthèse)*, novembre 2017 (en ligne) www.aqoci.qc.ca/?Droits-des-femmes-et-mouvements-sociaux-5699
4. Mária MILLAN, « De la périphérie vers le centre : origines et héritages des féminismes latino-américains », *Revue Tiers Monde*, 2012/1, n°209, pp. 37-52.
5. Aurélie LEROY, « Recomposition des féminismes du Sud », *Alternatives Sud*, Paris-Louvain-La-Neuve, CÉTRI-Éditions Syllepses, 2015/4, vol. 22 : *État des résistances dans le Sud. Mouvements de Femmes*, pp. 7-22.
6. Joëlle PALMIERI, *Mouvements de femmes en Afrique : de l'institutionnalisation à la démocratie directe – les exemples du Sénégal et de l'Afrique du Sud. Actes du Colloque International Genre et Gouvernance*, Ile Maurice, novembre 2009.
7. Claudia KOROL, « Argentine : féminismes companeros », *Alternatives Sud*, Paris-Louvain-La-Neuve, CÉTRI-Éditions Syllepses, 2015/4, vol. 22 : *État des résistances dans le Sud. Mouvements de Femmes*, pp. 175-182.
8. Daniele GIULIA, « Israël-Palestine : le militantisme féminin dans le conflit », *Alternatives Sud*, Paris-Louvain-La-Neuve, CÉTRI-Éditions Syllepses, 2015/4, vol. 22 : *État des résistances dans le Sud. Mouvements de Femmes*, pp. 145-152.
9. Aurélie LEROY, *op.cit.*
10. *Pinar Selek, femme debout. Interview pour Radio Panik* (en ligne) www.radiopanik.org/emissions/emissions-speciales/pinar-selek-femme-debout/
11. Aurélie LEROY, *op.cit.*
12. Joëlle PALMIERI, *op.cit.*
13. « Le temps des femmes au Pérou. Entretien avec Zuliana Lainez », *Démocratie*, Bruxelles, MOC, juin 2019, n°6.
14. Né en 2017 en Amérique latine, *Ni Una Mas* (« Pas une de moins ») est un mouvement global de lutte contre toutes les formes de violences commises à l'encontre des femmes et le sexisme, notamment les féminicides.



Hélène Capocci ♦ Entraide et Fraternité

Défis écologiques et souveraineté alimentaire : réponses « des pauvres » au problème posé par « les riches »

Si les grandes conférences internationales sur le climat, les rapports scientifiques détaillant la catastrophe environnementale en cours, ou le mode de vie « zéro déchet » peuvent paraître bien éloignés des réalités rurales de nombreux pays du Sud, il n'empêche que l'enjeu environnemental y est aussi une source de préoccupations et d'actions. En abordant le problème à partir de leurs conditions d'existence concrètes, les communautés locales se réorganisent en fonction de ces changements climatiques inédits.

Compte tenu du bouleversement écologique global, *Entraide et Fraternité* a, comme tant d'autres organisations, adapté sa mission de coopération au développement au fil du temps en fonction de ce paramètre vital. La préservation de l'environnement est aujourd'hui un incontournable des programmes de développement. Or, la façon d'aborder ce problème qui nous concerne certes tous et toutes, et d'envisager des solutions, varie selon les contextes. Comment parler de durabilité dans des pays à la situation socio-politique aussi explosive et mouvante que celles du Burundi, de Haïti ou de la République démocratique du Congo (RDC) ? Comment éviter le discours écologiste confortable « de pays riche » alors que nos niveaux de vie élevés ont été acquis en contribuant largement au réchauffement climatique ? Comment faire en sorte que la protection de l'environnement soit pertinente dans des contextes où les priorités des populations sont l'accès à une alimentation suffisante pour toute la famille, des revenus pour assurer l'éducation des filles et des garçons, se marier, ou pour couvrir des soins de santé ?¹

Les partenariats entretenus avec de multiples associations locales de pays du Sud nous apprennent à concevoir notre action afin qu'elle réponde à la fois aux besoins immédiats des populations vivant la pauvreté de plein fouet, et à ceux qui s'envisagent sur le plus long terme, tout aussi fondamentaux, de préservation de la planète. Cet article mettra en évidence quelques exemples d'actions entreprises par nos partenaires du Sud qui témoignent de dynamiques contrastées face à « l'urgence climatique ».

Restaurer la biodiversité sur terre et en mer

La perte de biodiversité est un constat qui frappe nos partenaires aussi bien en Asie, qu'en Amérique latine ou en Afrique. Un récent rapport des Nations Unies confirme cet état de fait mondial et détaille les principales menaces qui pèsent sur la biodiversité à des degrés variables selon les régions : surexploitation des ressources,

changements climatiques, déforestation, pollution, intensification agricole, dégradation et disparition des habitats naturels...² Or, la disparition des espèces végétales et animales met directement en péril la sécurité alimentaire des populations. Citons deux exemples d'initiatives qui ont trait à cet enjeu : l'une propre à la restauration de la biodiversité sur la terre et l'autre dans le milieu maritime.

Fermes-écoles agroécologiques

Restaurer la fertilité des sols est un défi pour les associations de développement rural souvent confrontées à des paysan.ne.s découragé.e.s par une agriculture qui ne fonctionne plus. Intrants chimiques trop chers et qui ne suffisent plus pour booster la production, sols appauvris à tel point que la terre s'apparente à du sable, cultures plus sensibles aux maladies, ... Changer de façon de cultiver devient une nécessité dans les cas où quitter la voie agricole n'est pas une option. L'agroécologie est alors présentée par nos partenaires comme une alternative capable d'augmenter la productivité des récoltes en préservant les ressources naturelles. Toutefois, nos partenaires du Burundi, de RDC ou de Madagascar constatent qu'abandonner des pratiques (par exemple, la culture sur brûlis ou le semis à la volée³) et des croyances bien ancrées (l'agriculture chimique est synonyme de modernité et constitue

« L'agroécologie est présentée comme une alternative capable d'augmenter la productivité des récoltes en préservant les ressources naturelles. »

la seule voie d'avenir possible) est souvent un pas difficile pour nombre de paysan.ne.s. Afin de montrer les résultats concrets de l'agroécologie et de convaincre les communautés de s'y intéresser, nos partenaires mettent sur pied des fermes-écoles modèles. Les formateur.rice.s agronomes de ces pays apprennent aux paysan.

ne.s à optimiser leurs pratiques agricoles orientées vers une agriculture qui s'appuie sur le fonctionnement des écosystèmes naturels, en supprimant ou limitant le recours aux produits de synthèse. Au-delà des connaissances agronomiques, les formations sont aussi des lieux de conseils et ressources, que ce soit pour mieux organiser ses plans de cultures, avoir accès à une banque de semences de variétés paysannes plus résistantes que les semences industrielles, ou échanger des bonnes pratiques entre agriculteur.rice.s. Une fois la formation clôturée, certaines associations décernent aux participant.e.s un Certificat d'agriculture durable. Source de fierté, cette reconnaissance les encourage à continuer dans cette voie.

La création de sanctuaires marins

« Si on continue comme ça, nos enfants ne connaîtront les poissons que dans les livres ! » nous dit une femme de pêcheur de Mindanao (Philippines). La diminution des prises de poissons et crustacés a attiré l'attention des communautés de pêcheur.euse.s sur la perte de biodiversité marine et soulève la question des générations futures. Pour y remédier, des sanctuaires marins de plusieurs dizaines d'hectares où la pêche est interdite, ont été créés avec l'aide de l'organisation LAFCCOD. Ceci nécessite d'une part, la collaboration avec les autorités locales afin qu'elles divulguent des ordonnances municipales prohibant la pêche, qu'elle soit artisanale (pour l'autoconsommation et la vente locale), commerciale (orientée vers le marché international) ou illégale (pêche à la dynamite). D'autre part, ce projet nécessite que chaque membre des organisations de pêcheur.euse.s s'implique pour faire respecter la loi, en prenant des tours de garde aux postes de surveillance. Les femmes s'y attellent généralement la journée, et les hommes pendant la nuit. Les effets de ces « zones libres de pêche » se font sentir aussi bien dans les filets que lors des recensements effectués par LAFCCOD. Tous les six mois environ, une équipe de plongeur.euse.s détaille les variétés animales et végétales présentes dans les fonds marins afin de constater les évolutions et mieux connaître les espèces locales.

La question climatique abordée à travers les ravages de la pollution plastique

En Haïti, le plastique est partout, particulièrement sous forme de contenant alimentaire à usage unique : des agences de coopération aux ambassades, des restaurants aux entreprises, du sol des rues aux branches des arbres, dans la mer et même dans les poissons⁴ ! Pourtant, il existe un arrêté ministériel de 2013 qui interdit la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sacs en polyéthylène ainsi que les intrants et objets en polystyrène expansé. Mais comme dit le GAFE⁵, il s'agit « d'un arrêté de plus qui n'arrête rien ». Ce texte officiel n'est pas inutile pour autant puisque l'association l'utilise pour attirer l'attention des politiques et des Haïtien.ne.s sur les problèmes environnementaux, locaux et globaux.

À partir de la situation concrète et visible de l'accumulation des déchets, le débat est élargi à ses conséquences, parmi lesquelles le danger que ce plastique représente pour la santé publique (le styrène est classé « possible produit cancérigène humain », le ben-

zène et styrène contribueraient à la maladie de Parkinson, leucémie, troubles nerveux) ; la pollution des eaux ; la menace pour la biodiversité (développement de maladies et disparition d'espèces animales et végétales) ; la contribution au réchauffement climatique⁶ et au septième continent de plastique⁷.

Grâce à son réseau de bénévoles, le GAFE sensibilise différents groupes – élu.e.s locaux.ales, organisations de base, écoles, groupes de femmes – et organise des manifestations diverses : animations avec des enfants, village Alternatiba⁸, congrès national citoyen pour le climat, lancement d'une campagne de plaidoyer sur base d'une pétition pour le bannissement du Styrofoam. Autant de manières de mettre à l'agenda l'importance d'un environnement sain pour les habitant.e.s d'Haïti, et d'enclencher une transition écologique pour ce pays considéré comme l'un des plus vulnérables aux effets du réchauffement climatique.

Exposition aux catastrophes naturelles : un rempart de mangroves

L'archipel philippin est le troisième pays au monde à être le plus exposé aux catastrophes naturelles. À Mindanao, la moyenne croissante de vingt typhons par an fait des ravages pour les familles d'agriculteur.rice.s-pêcheur.euse.s⁹ : récoltes dévastées, maisons à reconstruire, destruction du bétail, érosion côtière... Pour se prémunir de ces conséquences dramatiques, la plantation de mangroves a été préconisée le long des côtes. En effet, la mangrove s'inscrit dans un écosystème de forêts-marais entre terre et mer qui a pour effet bénéfique de limiter l'intensité des vagues et, par conséquent, l'érosion côtière. Grâce à leur croissance rapide, ces plantes constituent vite une « zone tampon » protectrice, entre l'océan et les terres.

De plus, cela crée un cadre propice à la reproduction des espèces, favorisant ainsi la biodiversité. LAFCCOD mobilise alors les communautés de pêcheur.euse.s pour gérer des pépinières de mangroves, organiser des plantations collectives, des sessions de sensibilisation sur leurs bienfaits et sur la manière d'en prendre soin afin que certain.e.s ne cèdent pas à la tentation de les couper pour ensuite les utiliser dans des constructions ou comme combustible. Notons que ces projets (de même que les sanctuaires marins) orientés vers la gestion collective du bien commun ont également pour effet l'apaisement des conflits intercommunautaires. En effet, Mindanao, une île où se côtoient les communautés chrétiennes, musulmanes et indigènes, est le paysage de conflits armés depuis plusieurs décennies. Par ailleurs, la déclaration de la loi martiale sur toute l'île en mai 2017 par le Président Duterte a eu pour effet d'augmenter les violations de droits humains commis à l'encontre des paysan.ne.s et des indigènes en lutte pour défendre leurs droits. Pour nos partenaires, la pacification des tensions sociales est donc tout aussi importante que l'aspect environnemental du projet.

Mobilisation contre des « grands projets écologiquement toxiques »

Projet minier au Guatemala, barrage hydroélectrique à Madagascar, centrale à charbon aux Philippines : nos collègues sont réguliè-

rement confrontés à des projets économiques menaçant de s'implanter sur des territoires pourtant occupés, souvent sans que les populations n'aient été consultées. Les retombées écologiques de ces projets sont rarement prises en compte par leurs promoteurs. Afin de contrebalancer ce manque d'information auprès des habitants concernés directement par la centrale à charbon dans la Province de Lanao du Nord aux Philippines, une mobilisation fut organisée en 2015 prenant la forme d'une grande marche pour le climat. Pendant 6 jours, un cortège de plus de 1000 personnes a parcouru 92 km. À chaque étape du parcours, les manifestants expliquaient leur démarche et le projet de centrale, les risques pour leur lieu de vie et leur santé, et proposaient de signer des pétitions aux habitants des villages et aux autorités locales concernées. Le message de la marche était tourné vers les générations futures : « *Nous voulons un environnement sain, de l'eau propre et de l'air respirable, résistons au charbon!* ». Cette mobilisation fut un succès puisque l'écho médiatique local et national de cet événement a permis la suspension du projet.

En guise de conclusion

Si ces exemples montrent que la préoccupation environnementale s'éprouve également au Sud, par contre, il semble, à ce stade, hors propos de s'attendre à l'avènement d'un large mouvement social du « Sud global » pour réclamer une action politique forte visant à limiter le réchauffement climatique. Une première raison à cela est qu'il n'existe pas réellement de société civile unifiée pour les pays en développement. « Le Sud » renvoie à une telle diversité de contextes socio-politiques, géographiques, culturels et économiques qu'il est inapproprié de vouloir discerner un ensemble cohérent et homogène qui parlerait d'une seule voix. Deuxièmement, il semble que les politiques environnementales ou climatiques des pays en développement ne figurent pas parmi les préoccupations principales de la population, ni de la société civile¹⁰. Répondre au bouleversement écologique ne serait pas

actuellement une priorité en soi qui s'accompagnerait d'une stratégie propre. Pour les acteurs du milieu rural, la préservation environnementale constitue plutôt un élément qui se mêle à d'autres urgences : défendre leurs territoires et ressources face à des convoitises commerciales, avoir accès à une parcelle agricole, ... parfois au péril de leur vie. Par ailleurs, l'affaiblissement actuel des mouvements historiques paysans concourt également à une fragmentation des luttes¹¹. Des contextes politiques, comme ceux des Philippines ou du Brésil, s'inscrivent pleinement dans cette tendance, où des leaders politiques autoritaires affichent leur mépris des mouvements sociaux et participent à la criminalisation de ceux-ci.

Alors que dans le monde industrialisé, l'engagement « pour le climat » se vit presque comme une haute valeur morale, une éthique individuelle à visée collective, la prise au sérieux des enjeux environnementaux n'est pas pour autant l'apanage du monde occidental. Les expériences « micro » des partenaires du Sud avec des collectivités locales laissent entrevoir un tout autre type de rapport à cet enjeu, relevant plutôt d'une capacité de réaction collective et d'ingéniosité en faisant mieux avec peu. Sans avoir la prétention de répondre au problème dans sa globalité, des actions sont menées parmi les communautés rurales du Sud pour faire en sorte que leur survie et celle des générations à venir, dépendant directement de la nature, ne soit pas mise en péril par les dérèglements environnementaux. ■



Reportage &

1. Le mouvement des gilets jaunes rappelle d'ailleurs que la nécessaire articulation de la question environnementale à la question sociale ne doit pas se limiter aux seuls pays du Sud.
2. *Rapport 2019 de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO, L'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde* (en ligne) www.fao.org/state-of-biodiversity-for-food-agriculture/en/
3. Ces pratiques culturelles sont quelques fois utilisées par les paysans sans considérer leur impact négatif, soit par ignorance, soit par facilité ou par nécessité.
4. *Pour le bannissement total, définitif et inconditionnel des contenants alimentaires à usage unique en polystyrène (styrofoam) en Haïti* (Flyer de sensibilisation du GAFE).
5. Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFE) est une association haïtienne militant depuis 2002 pour le développement local et l'éducation à l'environnement.
6. Selon le California Integrated Waste Management Board, l'industrie de polystyrène serait le deuxième producteur mondial de gaz à effet de serre.
7. L'Union européenne est le premier exportateur de déchets plastiques au monde. Sur les 8,3 milliards de tonnes de déchets produits en grande majorité par les pays occidentaux depuis 1950, seuls 9% ont été recyclés, alors que les 79% restants s'amoncellent dans des sites d'enfouissement ou se répandent dans la nature.
8. Mouvement citoyen né en 2013 pour promouvoir des alternatives en vue d'une société durable.
9. Voir le rapport publié par United Nations University - Institute for Environment and Human Security - Bündnis Entwicklung Hilft, *World Risk Report 2016* et le site de l'Institut philippin des études de développement (en ligne) www.pids.gov.ph/gallery/263
10. François POLET, *Pays émergents et climat : du refus à la participation « différenciée »*, CETRI, novembre 2018 (en ligne) www.cetri.be/Pays-emergents-et-climat-du-refus
11. Laurent DELCOURT, « Les dynamiques contestataires dans le monde rural au Sud », *État des résistances dans le Sud : les mouvements paysans*, Vol. XX, 2013/4 (Coll. Alternatives Sud).

Jos Palange ♦ Ancien permanent syndical de la CNE

Un syndicat en mouvement

La Centrale Nationale des Employés (1980-2019)

La devise du Québec « *Je me souviens* » figure sur toutes les plaques d'immatriculation, comme une incitation permanente à l'importance de la connaissance et de l'appropriation de l'histoire québécoise par les citoyen.ne.s de cette province. Sans avoir formellement la même devise, la plupart des institutions et des organisations sont soucieuses de leur passé et s'efforcent d'en conserver la mémoire. La Centrale Nationale des Employés (CNE) a également pris ce chemin.

Dès 1989, en préparation de son congrès « *L'avenir à un syndicat* », la CNE avait fait appel au CARHOP (Centre d'Animation et de Recherche sur l'Histoire Ouvrière et Populaire asbl) pour retracer son histoire entre 1912 et 1980'. Quarante ans plus tard, dans le cadre de son congrès de mai 2019 « *Construire ensemble le syndicat de demain* » et aussi

dans le but de donner une suite à l'ouvrage précédent, la CNE a, à nouveau, demandé aux historiennes du CARHOP de poser un regard historique sur l'organisation syndicale durant la période 1980-2019.

Pour ce faire, un comité d'accompagnement a réuni le secrétaire général de la CNE, Felipe Van Keirsbilck, des ancien.ne.s de la CNE et des chercheuses du CARHOP. La première étape a été de cerner les moments marquants et les positions de la CNE dans l'historiographie sociopolitique récente. Un important travail de recherche s'en est suivi dans les archives de la centrale et ses multiples publications (rapports d'activités, presse syndicale, documents de congrès ou autres...). Parallèlement, des acteur.ri.c.e.s ancien.ne.s et contemporain.e.s (permanent.e.s, militant.e.s) ont été sollicité.e.s pour donner vie aux événements



évoqués. Une vingtaine d'entretiens ont été réalisés entre mars et juin 2018. Cette manière de faire l'histoire, non pas sur les travailleur.euse.s mais avec eux.elles, est une démarche volontariste du CARHOP, situé à l'intersection de l'éducation permanente et de l'approche scientifique rigoureuse.

Tous ces matériaux ont servi de base pour élaborer la trame du récit, qui, croisé avec les enjeux du congrès de 2019, structure l'ouvrage : il s'agit donc davantage d'un éclairage thématique plutôt qu'une histoire générale, comme l'indique Felipe Van Keirsbilck : « *Ce que nous voulons, c'est faire l'histoire, et non pas (se) raconter des histoires. Quarante ans d'une histoire documentée et précise. Il ne s'agit pas de commémorer un passé enjolivé* ».

DIX THÈMES, DIX CHAPITRES

L'écriture de la plupart des chapitres a été prise en charge par les historiennes du CARHOP, avec des allers et retours au sein du comité d'accompagnement. Des « expert.e.s », internes ou externes à la CNE, ont été sollicité.e.s pour apporter leur éclairage sur un sujet plus ponctuel.

L'ouvrage est constitué de **dix chapitres thématiques**.

Le premier rappelle le contexte sociopolitique des « *Quatre décennies d'austérité et de résistances* ».

Ensuite, le chapitre 2, « *L'emploi éclaté* », évoque l'évolution et la variété des contrats ainsi que leurs conséquences sur les droits sociaux.

Le troisième chapitre revient sur « *Les pratiques syndicales* », notamment l'enquête de 1997 qui visait à améliorer le fonctionnement démocratique de l'organisation et le développement de l'outil syndical reposant sur la participation la plus large, ce qui est toujours une volonté constante de la CNE.

Dans le chapitre 4, l'évolution du nombre des affilié.e.s, les cinq grands secteurs, les entreprises et les travailleur.euse.s qui s'y trouvent, ses campagnes et un exemple d'action emblématique sont présentés.

Le chapitre suivant est consacré à l'égalité et à la parité dans les structures, qui est une règle statutaire au sein de la CNE depuis les années 1980.

Le chapitre 6, « *Les cadres, des employés comme les autres ?* », aborde l'enjeu de la syndicalisation des cadres en relatant l'histoire du Groupement national des cadres (GNC), groupement spécifique dans la CSC qui a réintégré en 1991 la CNE.

Le chapitre « *Un syndicalisme au service des affilié.es* », décrit les services mis en place par la CNE pour ses affilié.e.s confronté.e.s aux mutations technologiques et administratives. Des questions très concrètes, comme le montant de la cotisation ou de la prime syndicale, y sont aussi abordés.

Le huitième chapitre fait le point sur la politique de formation syndicale de la CNE pour ses délégué.e.s et retrace les actions de formations mises en œuvre, en ce compris la création en 2003 de l'école syndicale ISCO-CNE.

Le chapitre « *Le projet social, élargir les horizons du syndicalisme* » revient sur les analyses successives produites au fil du temps par la CNE concernant son projet qui dépasse le champ classique du syndicalisme, centré sur l'entreprise, et qui porte, par exemple, sur de nouvelles problématiques comme l'enjeu du développement durable, du climat, d'une finance juste et responsable ou pour une mondialisation qui respecte les droits sociaux.

Le dernier chapitre décrit, depuis les années 1980, la place de la CNE dans la CSC, à la fois en tant que centrale francophone et en tant que centrale d'employé.e.s et cadres, concernée par la question des « frontières syndicales », c'est-à-dire de la répartition des secteurs et des commissions paritaires entre centrales. ■

Cinq portraits de délégué.e.s

À travers cinq portraits de délégué.e.s, ponctuant les différents chapitres, l'ouvrage rend hommage aux milliers de délégué.e.s qui dans leur entreprise, leur secteur et/ou dans la CNE, font vivre le syndicat et défendent les droits de leurs collègues, dans des circonstances qui sont loin d'être toujours « un long fleuve tranquille ».

Un outil pour la formation des délégué.e.s d'aujourd'hui

Un des objectifs de l'ouvrage est aussi de donner aux délégué.e.s d'aujourd'hui un outil pédagogique leur permettant de mieux comprendre comment la CNE s'est construite et développée hier et avant-hier, et de pouvoir prendre, en connaissance de cause, les décisions qui vont orienter le syndicat demain. C'est pourquoi l'écriture a été prévue avec de l'iconographie en suffisance et une présentation moderne. Chaque thématique est prolongée par une galerie de publications et de documents d'archives de la CNE jugés intéressants et utilisables, par exemple lors d'une session de formation. Un code QR renvoie à cette galerie placée sur le site du CARHOP.



Enfin, cet ouvrage constitue une recommandation implicite à l'importance de la conservation par les délégué.e.s et par les permanent.e.s de leurs archives syndicales ! Les archives de la CNE sont déposées au CARHOP. Chacun.e peut faire de même avec ses propres archives

syndicales. Ces matériaux permettent d'alimenter l'histoire sociale. ■

1 *Un syndicat en mouvement. La Centrale Nationale des Employés, 1980-2019*, Bruxelles, CARHOP-CNE, 2019. Disponible au CARHOP
Tél. : 067 48 58 61 et 02 514 15 30
Mail : info@carhop.be www.carhop.be

L'OIT a 100 ans... en avant !

La prochaine journée d'étude du CIEP sera réalisée en collaboration avec Solidarité Mondiale (WSM). Elle sera l'aboutissement d'un processus mené par Solidarité à l'occasion de l'année du Centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Au-delà de l'avenir du travail, la réflexion menée avec les différentes organisations du MOC porte également sur ce que seront la protection sociale, la coopération au développement mais aussi les mouvements sociaux dans 20 ans (et plus).

Présentation des ateliers, interventions théoriques, ateliers pratiques et ludiques, cette journée sera l'occasion de partager et d'échanger avec le plus grand nombre sur ce que les mouvements sociaux du Nord et du Sud veulent pour le travail, la protection sociale et la coopération au développement. ■

Date : 6 décembre
Lieu : La Bourse - Palais des Congrès
(Place d'Armes 1 - 5000 Namur)
Programme : www.ciep.be



Felipe Van Keirsbilck ♦ Secrétaire général de la CNE

« Penser politiquement le passé, penser historiquement le présent »

Cette belle formule peut aider à décrire la riche tension qui anime un ouvrage d'histoire récente (1980-2018) associant des acteur.rice.s aux observateur.rice.s parmi les auteur.rice.s. L'histoire est une science, et exige rigueur et honnêteté. Mais l'écriture de l'histoire et son usage, pour agir intelligemment au présent, est une affaire éminemment politique.

Deux (mauvaises) façons de supprimer cette tension auraient été d'imposer une vision politique aux historiennes du

CARHOP, aux dépens de leur rigueur et indépendance ; ou de supprimer de l'ouvrage les brûlantes questions du présent. Nous avons préféré conserver cette tension féconde, mais donner au.à la lecteur.rice toute la clarté, en séparant clairement (par la couleur et la typographie) le travail historique proprement dit, avec les sources, les citations, les images d'époque, et dans des encadrés à la fin de chaque chapitre, une réflexion contemporaine débattue lors du Congrès « *Et maintenant...* », tournée davantage

vers l'avenir que vers le passé dont la responsabilité éditoriale incombe à la seule CNE.

Les puristes de l'histoire rigoureuse fronceront les sourcils...mais il leur est loisible d'enjamber lesdits encadrés pour s'en tenir au travail historique. Pour les autres, notre pari est que le.la militant.e ou le.la dirigeant.e syndical.e qui s'intéresse à un problème particulier gagnera à appuyer sa réflexion sur deux bases : ce qui s'est passé, et ce qui se présente.

Deux exemples pour mieux nous faire comprendre

Le chapitre 3 aborde la question des pratiques syndicales et documente la grande enquête menée à ce sujet en 1997. En fin de chapitre, l'encadré « *Et maintenant* » esquisse un problème de pratiques syndicales qui ne se posait forcément pas en 1997 : la digitalisation des services aux membres, partout décrite (à juste titre, en partie) comme une nécessité...mais au sujet de laquelle la CNE éprouve aussi des craintes qui n'ont rien de technique : « *L'enjeu de pratiques syndicales mobilisatrices et démocratiques se rencontre également dans les discussions en cours, tant dans la CNE que dans la CSC en général, sur le développement d'applications syndicales numériques. Certes, il faut mettre en œuvre tout ce qui permettra de rendre de meilleurs services à nos membres, et de rendre plus efficace le travail de nos collègues ; mais la CNE est particulièrement vigilante à ce que des applications numériques outillent et renforcent les délégué.e.s, plutôt que de les contourner. Nos délégué.e.s sont notre principale force, notre "arme absolue" ; si le syndicat faisait l'erreur tragique de s'en passer, de diriger les travailleur.euse.s vers leur smartphone quand ils pourraient s'adresser à leur délégué.e, nous nous mettrions – en vain – sur le terrain des secrétariats sociaux et nous perdriions notre colonne vertébrale.* »

Second exemple : la place de la CNE dans la CSC, et leurs relations mutuelles, qui est au cœur du dixième chapitre.

Un thème qui, autant que les précédents, sinon plus, nous conduit vers des questions importantes pour aujourd'hui et pour demain. C'est ainsi que l'encadré final énonce une difficulté qui pèse sur la destinée de la CNE : « ... *c'est le lot des organisations qui, par leur propre choix ou de par leur situation, doivent représenter une minorité. Si elles font entendre les inquiétudes ou les souhaits de cette minorité, on risque de leur reprocher de semer la division et de mettre en péril*

l'unité de l'ensemble, surtout si cette unité apparaît plus fragile. Mais si elles font, au nom de l'unité, le choix de se taire, elles exposent la majorité au risque d'oublier parfois, sans le vouloir faute de le savoir, les réalités de cette minorité qui serait mal représentée. Parler et déplaire, ou se taire et faillir : ce choix difficile est aussi, dans certains cas, celui de la CNE qui, de par la réalité même de la CSC et son organisation, porte parfois seule, parfois avec peu d'autres, la réalité des francophones et des germanophones, ou des employé.e.s et cadres. »

Énoncé ainsi, le problème peut laisser penser que la relation de la CNE à la CSC s'établit surtout sur le mode de la différenciation. L'enjeu de la réflexion contemporaine est alors, dans l'espace restreint d'un encadré d'une seule page, de mon-



trer comment c'est davantage un engagement de long terme dans la construction d'une unité réelle qui caractérise l'action de la CNE. Trois exemples sont mobilisés pour appuyer cette thèse : le rapprochement ouvrier.ère-employé.e, l'affiliation des indépendant.e.s, et le vieux dossier des « Frontières Syndicales » (ou le débat sur la fédération de Bruxelles). En fin de compte, cet encadré s'achève par l'expression d'une conviction fondée sur notre histoire, et d'un engagement dans le

présent : « *Car c'est l'unité de la CSC qui fait sa force, aussi longtemps du moins que cette unité résulte de l'invention collective du syndicat de demain, et pas du silence embarrassé ou renfrogné des minorités qui l'habitent. Et qui contribuent à la construire, à partir de leur réalité régionale, du statut d'emploi de leurs membres, ou de leur volonté d'explorer de nouvelles voies de syndicalisme. Face aux évolutions profondes de notre pays, l'unité de la CSC et ses organisations s'appuiera demain davantage sur nos trois régions et nos trois Communautés. Dans toutes les instances où elle est présente, à temps et à contretemps, la CNE continuera donc d'exprimer les réalités qui lui incombent, avec confiance et avec audace.* »

Aujourd'hui, l'ouvrage est imprimé et le Congrès est terminé. Les militant.e.s de la CNE ont donc fixé les grandes orientations qu'il.elle.s voulaient pour construire leur syndicat de demain. Notre livre sur l'histoire de nos 40 dernières années, et les 10 encadrés « *Et maintenant...* » qui ponctuent ses chapitres, doivent-ils dès lors être remisés aux archives ? Nous pensons que non. Un Congrès est une étape dans une réflexion qui ne peut jamais s'arrêter, ni cesser de se confronter à l'analyse concrète des situations concrètes. Pour comprendre comment le Congrès a pris des décisions, et comment la CNE va (ou pas...) réussir à les concrétiser, et plus généralement pour penser le mouvement syndical en Belgique aujourd'hui et demain, nous croyons que ce travail, ou chacun de ses chapitres séparément, reste une ressource précieuse. Pour laquelle les militant.e.s qui y ont contribué, et les historiennes du CARHOP doivent encore une fois être remercié.e.s. ■

*Un syndicat en mouvement. La Centrale Nationale des Employés, 1980-2019, Bruxelles, CARHOP-CNE, 2019. Disponible au CARHOP
Tél. : 067 48 58 61 et 02 514 15 30
Mail : info@carhop.be www.carhop.be*

Claudia Benedetto ♦ Équipes populaires

Attention aux simplismes !

Le 10 mai dernier, à l'approche des élections, les Équipes Populaires ont lancé leur campagne de vigilance *Soupe populiste : gavage simpliste*. Face aux discours populistes en apparence séduisants mais dangereux, il semblait important de rappeler les dangers du populisme. Dans un contexte de plus en plus difficile, la tentation est grande de se laisser bercer par la parole des adversaires de la démocratie. En effet, au lendemain du 26 mai 2019, on a constaté que personne n'est à l'abri de cette vague silen-

QU'ILS DÉGAGENT TOUS !

cieuse qui progressivement fait son chemin, que ce soit en Europe ou en Belgique. En Wallonie, les résultats sont plutôt rassurants... mais pour combien de temps ?

Le propre du populisme est de faire miroiter des propositions simplistes à une population dont la colère est souvent légitime. Ces propositions peuvent être, par exemple : quitter l'Union européenne, expulser les immigré.e.s hors du pays, fermer les frontières, sortir de l'euro, etc. Il peut également s'agir de slogans : « *Qu'ils dégagent tous !* », « *Tous pourris !* », « *Le pouvoir au peuple* », « *Remettre de l'ordre* ». Ce que nous voulons dénoncer dans cette campagne, ce n'est évidemment pas le sentiment de

LE POUVOIR AU PEUPLE

colère ou de déception des gens, mais le mensonge qui consiste à faire croire que les choses pourraient être réglées simplement. On ne fait pas de la politique avec des idées toutes faites. En outre, nous pensons, dans la tradition de l'éducation populaire, que l'idée de démocratie implique de construire des projets, des revendications, des mobilisations collec-

tivement à partir de la base, en confrontant nos opinions et nos vécus. C'est tout l'inverse du « gavage simpliste » auquel se livrent les populistes en instrumentalisant la colère populaire.

« Pour moi, alimenter la démocratie, c'est... »

Pour diffuser notre message, nous sommes allé.e.s à la rencontre des gens sur les marchés. Ce ne fut pas simple : beaucoup n'ont plus confiance, sont fatigué.e.s d'entendre des discours, se méfient. Mais le dialogue a ceci de magique : sans véritablement convaincre, il permet néanmoins de créer un lien, de débiter une relation pour, peut-être, échanger au final plus sereinement. Nous avons des stands sur lesquels nous offrons aux passant.e.s une soupe en sachet qui illustre à merveille, selon nous, *la soupe populiste*. Et nous leur proposons de nous livrer leurs solutions pour alimenter la démocratie : « *Pour moi, alimenter la démocratie, c'est entretenir la culture du débat et de la participation citoyenne* » ou encore « *c'est respecter la diversité, laisser exister la différence et être solidaires* ». Nous sommes agréablement surpris du sérieux mais aussi de l'enthousiasme avec lesquels il.elle.s nous ont communiqué leurs idées, qui ont été diffusées sur notre page Facebook.

Supports et suivi

Notre campagne d'information ne s'est pas arrêtée le 26 mai, elle s'est poursuivie aussi bien sur les réseaux sociaux que sur le terrain, notamment en suivant l'actualité et en réagissant dans les médias. En

TOUS POURRIS !

effet, les réseaux sociaux sont le terrain de jeu favori des populistes. C'est pourquoi deux vidéos décalées ont été réalisées, dont une émission culinaire présentée par les célèbres Jeannine et Nicole.

Des affiches et des cartes postales aux messages percutants, volontairement provocateurs, ont été produites pour susciter les réactions. Par ailleurs, nous serons présents à la Foire du Livre politique de Liège le 15 novembre, avec quelques surprises.

Un numéro de la revue *Contrastes* (mars-avril 2019) et l'essai de Guillaume Lohest « *Entre démocratie et populisme. 10 façons de jouer avec le feu* » permettent de prolonger la réflexion et critiquent sans tabou les pratiques des progressistes destinées à combattre le populisme.



SOUPE POPULISTE : QUEL RAPPORT ?

Le populisme, c'est comme boire une soupe en sachet et faire un bad trip. On est tout excité par le packaging hyper appétissant. Mais quand on ouvre le sachet... c'est la déception, de la poudre aux yeux... Trop tard ! On a déjà acheté la marchandise. Il y a de multiples raisons d'être déçu.e.s, en colère ou inquiet.ète.s. Mais les populistes nous gavent de leurs pseudo-solutions simplistes, dangereuses pour nos libertés et nos droits.

Nous sommes plus malin.gne.s que ça ! La démocratie, c'est bien plus compliqué, à l'image d'une soupe maison, qui nécessite de multiples ingrédients qu'on aura patiemment pris la peine d'assembler. Mais au final, c'est nettement meilleur pour la santé, non ?

Plus d'infos : www.equipespopulaires.be/nos-campagnes

Les étudiant.e.s du groupe ISCO-Bruxelles et Anne-Françoise THEUNISSEN ♦ formatrice en Action collective

Une expérience interdisciplinaire à l'ISCO Bruxelles

« Les cordes à linge » : un fil solide pour l'action collective

Septembre 2017, sur la suggestion de Anne-Françoise Theunissen, formatrice d'action collective, les étudiant.e.s ISCO Bruxelles ont choisi à l'unanimité de travailler autour du thème de l'immigration. La démarche est née d'une réflexion sur le durcissement de l'attitude du secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Théo Francken, vis-à-vis des personnes exilées en Belgique. Le sort réservé aux immigré.e.s et les clichés véhiculés ont renforcé notre souhait de travailler cette question. En effet, 184 nationalités se côtoient à Bruxelles¹ et y vivent depuis de nombreuses années. Ce sujet parle aussi à la majorité des étudiant.e.s qui – en tant que militant.e.s, avec ou sans travail, avec ou sans papier, avec ou sans famille, immigré.e.s de la première génération ou né.e.s sur le territoire – vivent de près ou même de très près cette question. Ensuite, le formateur d'histoire, Julien Tondeur, a accepté de rejoindre le projet.

Après le choix du thème et de ses enjeux, la finalité du projet et la méthodologie utilisée ont été travaillées. C'est ensemble qu'une action collective concrète a été construite et structurée autour des cordes à linge. Cet article retrace ce parcours qui nous a sortis de nos certitudes, propose aussi quelques pans d'analyse et le cheminement initiatique au débat.

Pourquoi les « cordes à linge » ?

Si vous vous êtes baladés dans les quartiers populaires du sud de l'Europe, vous avez observé ces cordes à linge qui passent d'une maison à l'autre par-delà les ruelles étroites. Cette image a été choisie comme outil d'éducation populaire. Sur la corde à linge, on pend ce qui nous tient à cœur, comme les femmes le font quotidiennement avec le linge de la famille. Ensemble, nous avons

accroché plusieurs types d'éléments : des « sacs à dos » dans lesquels sont placés les récits de vie des étudiant.e.s ; des mallettes remplies d'analyses de l'histoire des migrations (travail d'histoire) ; enfin, un soleil aux rayons d'espoir, qui éclairent les revendications et les propositions pour le débat public.

Les sacs à dos : parcours de vie et intelligence collective

Dans le sac à dos de la vie, chaque étudiant.e a raconté son histoire personnelle. De ces histoires de vie, des liens ont été tissés entre eux et elles : beaucoup d'émotions et de libérations ont été ressenties ; ce qui a permis au groupe de mieux se connaître sans jugement. Certain.e.s qui n'osaient pas parler en public ont franchi le « Rubicon ». Nous avons aussi compris que les préjugés n'étaient pas seulement ceux des autres mais aussi les nôtres. Cette démarche a donné des ailes à l'apprentissage et a permis de découvrir ce que veut dire l'intelligence collective.

Observer, s'informer, revendiquer : un devenir militant

Les causes et les conséquences des migrations dans la mallette d'analyses

Dans le cadre du cours d'histoire, nous avons visité plusieurs expositions en lien avec la migration. Tout d'abord, une exposition sur l'immigration au Musée Juif de Bruxelles, où nous avons écouté les témoignages des immigrés de plusieurs nationalités, juifs et non juifs, immigrés économiques, politiques et autres. Ensuite, à Anvers, le musée Red Star Line qui retrace l'immigration entre l'Europe et les États-Unis, de 1871 à 1934 et montre bien que la migration d'hier et d'aujourd'hui est un processus presque similaire (avec son lot de

détresse, les conditions difficiles et le racisme). Nous y avons découvert l'autre volet de la migration : l'importante migration de Belges vers les États-Unis et le Canada, ainsi que le racisme qu'ils y ont subi.

Voir, écouter, découvrir n'étaient que la première partie du travail. Il nous fallait ensuite analyser certaines émigrations. C'est pourquoi nous avons choisi en sous-groupe un thème qui touche davantage à nos sensibilités².

Les migrant.e.s : les fausses évidences

L'arrivée massive en Europe et en Belgique de migrant.e.s, majoritairement en provenance du continent africain, a cristallisé les débats chez les responsables politiques et les classes populaires, et a suscité beaucoup d'inquiétudes et de peurs chez de plus en plus de citoyen.ne.s d'Europe.

Depuis toujours, la Belgique connaît ces flux migratoires³. Mais l'arrivée de réfugié.e.s issu.e.s particulièrement de pays en guerre, comme les migrant.e.s syrien.ne.s, et l'augmentation considérable de migrant.e.s en provenance des pays de l'Europe de l'Est, et notamment des nouveaux États membres de l'Union européenne, ont augmenté l'intolérance vis-à-vis d'eux.elles⁴. Ces arrivées ne sont pas passées inaperçues aux yeux d'une partie de la population, qui s'est laissée influencer par des informations relayées par des médias sans l'analyser en lien avec le contexte politique. Ces chiffres appuient ce constat : « 136.327 immigrations d'étrangers enregistrées en Belgique au cours de l'année 2016 »⁵, « 56% des immigrants étrangers sont originaires d'un pays de l'UE-28 »⁶, « Si l'arrivée d'étrangers fait l'objet de toutes les attentions, il faut rappeler que les mouvements migratoires des Belges quittant ou revenant en Belgique sont loin d'être négli-

geables. En effet, en 2007, 45.615 Belges ont quitté le pays et 36.484 sont entrés sur le territoire. Les Belges représentaient ainsi environ 25% des immigrants enregistrés et 50% des émigrants de l'année⁷.

La présence des migrant.e.s suscite de la colère et de l'opposition chez les anti immigrations, pour la plupart issus des milieux populistes. En effet, le populisme refait surface avec ses corollaires, la xénophobie et le racisme. Tellement ancré dans les propos quotidiens et abordé avec légèreté, le racisme en devient banal. Pourtant, la loi condamne tout acte raciste comme délit. Il est donc important que le racisme ne soit pas traité comme une opinion parmi d'autres.

Qui sont les faiseuses d'opinion ?

Il n'en demeure pas moins vrai que, sans vouloir entrer dans des dogmes, les autorités politiques ne sont pas exemptes de tout reproche de ce climat xénophobe et raciste. De plus, les stigmatisations et la criminalisation dont font l'objet les immigrant.e.s attisent la peur et la haine des étranger.ère.s tout en opposant les nationaux aux étranger.ère.s, en renforçant les préjugés, les stéréotypes et les fausses évidences. Notamment, les immigrant.e.s viennent envahir les populations autochtones, prennent nos boulots, etc. Lors de son passage sur un plateau de télévision flamande, le président de la NVA, Bart De Wever, a déclaré que si « on accueille tous les migrants, la couverture sociale belge s'écroulerait ». Ce type de position n'est pas pour apaiser les tensions déjà visibles et vives entre les concitoyen.ne.s de toutes origines confondues.

Le cercle enfermant : les trois systèmes de domination⁸

« Vous avez dit : sexe ? »

La population des immigrant.e.s en Belgique est composée d'hommes, de femmes et d'enfants. Leur situation n'est pas sans conséquences sur leur quotidien. Les plus vulnérables sont les femmes, qui font l'objet de tous les sévices possibles tant dans leur intimité que dans la vie de tous les jours. À défaut de se faire violer et abuser, elles sont battues par leurs com-

pagnons ou exploitées par leurs patrons sur leur lieu de travail, ceux-ci leur faisant miroiter une aide en terme de régularisation de séjour ; elles se retrouvent très souvent livrées à elles-mêmes avec des enfants. Toutes ces situations multiplient leur domination.

Et le racisme ?

Le racisme envers les étranger.ère.s est un sujet réel qui gangrène le vivre ensemble, à tous les échelons de la société belge. Malheureusement, une frange des hommes.femmes politiques s'empare de cette problématique, non pas pour chercher les voies et les moyens pour endiguer ce phénomène mais pour construire leur base électorale. Du coup, la recrudescence des mouvements populistes refait surface, avec tout ce que cela comporte comme dérives s'illustrant par des actes ou par des propos tels que « *Il y aurait trop d'étrangers en Belgique, On ne sent plus chez nous, Les immigrants sont sous-qualifiés, Ce sont des délinquants, Si on accepte trop d'étrangers, notre sécurité sociale va s'écrouler etc.* ».

Qui parle encore du capitalisme ?

À tout point de vue, le système capitaliste a permis une transformation de notre société tant dans le monde politique, technologique, scientifique que culturel, social et économique. Force est de constater que le capitalisme engendre davantage des inégalités sociales que des bienfaits pour l'ensemble de la population, sans oublier de mentionner les conséquences au niveau environnemental suite aux exploitations déraisonnables des ressources naturelles. Ces inégalités se sont davantage creusées avec l'avènement du nouveau système économique mondial, notamment le néolibéralisme. Avec son leitmotiv de désengagement des états sur le contrôle des entreprises installées sur leur sol et qui dictent la loi du marché, ce phénomène est beaucoup plus ressenti dans les pays du Sud.

Valises et sacs à dos bien chargés pour mieux débattre !

À partir de nos histoires et des informations rassemblées durant les cours et les travaux, nous avons décidé d'organiser un débat public, pour partager avec nos col-

lègues de travail, nos familles et les personnes qui nous accompagnent, ce bagage de connaissances. Notre objectif était de mettre en débat nos revendications et d'interpeller le monde politique et certains « acteurs sociaux ». La date du 16 juin 2018 a été fixée et le slogan choisi était « *Qui sont ces immigrés ?* ». L'ensemble du groupe a rédigé l'invitation avec le programme.

Ensuite, tout était à faire : les tâches ont été réparties entre nous. Jusque-là, aucun.e parmi nous n'avait préparé de débat. Chacun.e a fait son possible pour la réussite du débat. Une cascade de questions pratiques a émergé : pourquoi et quels résultats souhaite-t-on obtenir à l'issue du débat ? Comment prépare-t-on un fichier d'invitation ? Qui inviter et pourquoi ? Comment rédiger l'invitation ? Que mettre dans un budget ? Quelle salle choisir ? Comment distinguer les invité.e.s des intervenant.e.s ? Quel.le.s sont les intervenant.e.s et pourquoi ? Quelles boissons faut-il offrir ? Faut-il nourrir les participant.e.s ? Faut-il faire une pause durant la séance ? Qui assure la présidence du débat ? Qui introduit ? Qui conclut ?

Après de nombreuses discussions, nous nous sommes mis d'accord sur une liste d'intervenant.e.s en responsabilité autour de l'immigration : à savoir Didier Gosuin, ministre de l'Emploi de la Région Bruxelles-Capitale (représenté par son conseiller, Donat Carlier), Christine Kulakowsky, directrice du CBAI (Centre bruxellois d'action interculturelle), Myriam Djegham, secrétaire fédérale du MOC de la Région bruxelloise et Eva Jimenez, permanente CSC en charge des travailleur.euse.s « sans papier ». Vers la fin du mois de mai, les tensions étaient fortes, mais nos motivations aussi.

16 juin 2018 : le grand jour du débat sur les migrant.e.s

Le matin du 16 juin, tout le groupe était là, très motivé. Il faut avouer que personne n'avait bien dormi la nuit, soucieux.se que tout se passe bien. Chacun.e était à sa place pour accueillir les invité.e.s, nos histoires et nos photos étaient bien pendues sur la corde à linge. À l'arrivée des participant.e.s, Abel, en tant que modérateur, a pris la parole pour présenter les points du programme. Après une brève présentation

Solidarité

Texte écrit par une étudiante du groupe ISCO Bruxelles

L'équipe que nous avons formée était solidaire, nous étions tou.te.s motivé.e.s à travailler avec unité et amour les un.e.s envers les autres, avoir le respect mutuel.

Cette motivation et cette unité nous ont permis de nous mettre d'accord pour parler de notre propre histoire, qu'on a surnommée « Nos sacs à dos ».

Tous les moments qu'on a passés ensemble étaient émouvants et historiques. Nous devons écouter les histoires de chacun.e dans l'équipe. Ce n'était pas facile pour nous tou.te.s de raconter notre vie devant tout le monde. Mais comme l'union fait la force, nous étions tou.te.s arrivé.e.s à le faire avec joie et cela a soudé le groupe pour travailler ensemble durant les deux années qui nous restent à l'ISCO.

J'ai admiré la transparence, la bonne volonté et la simplicité de tou.te.s. Pour les partages de tâches à faire tout au long de la préparation et surtout le jour même du débat dans la salle.

La solidarité nous a beaucoup aidés à se supporter les un.e.s, les autres. Malgré les difficultés qu'on a rencontrées tout au long de la préparation.

des étudiant.e.s par la formatrice d'action collective, les étudiant.e.s ont posé des questions et transmis leurs revendications au monde politique. Abel a présidé toute la séance, les intervenant.e.s ont fourni des pistes pour avancer dans les questions posées sur l'accès au travail, les discriminations dans le travail, l'intégration des sans-papiers, la valorisation des expériences. Notre formatrice a mis l'accent sur l'éducation populaire et la manière de construire une intelligence collective. La matinée s'est super bien passée.

La valeur du travail collectif

Durant toute cette période, nous avons traversé de nombreuses difficultés. Au début, malgré la bonne entente entre les étudiant.e.s et le soutien des formateur.rice.s, nous n'arrivions pas à travailler ensemble de façon constructive et nous avons aussi rencontré des difficultés à nous organiser.

Grâce à la ténacité de la formatrice en action collective, qui nous a mis la pression en continu, nous avons fini par aboutir à la réalisation du projet fixé en début d'année, à savoir l'organisation d'une séance de débat où nous avons pu partager nos expériences personnelles avec un panel de personnalités issues du monde politique et associatif.

La mise en commun de nos histoires personnelles a permis de créer un climat de complicité au sein du groupe. Les dissensions et les doutes ont fait place à l'enthousiasme : nous étions tou.te.s excité.e.s par les préparatifs du débat.

Au final, nous étions fier.ère.s d'avoir pu mener à bien ce projet dans les temps, ce qui nous a fait prendre conscience de la valeur du travail accompli par un collectif. En effet, depuis la nuit des temps, l'espèce humaine s'est déplacée à travers les continents pour trouver les conditions de vie plus favorables. Notre groupe de travail en est un exemple vivant : nous sommes tous et toutes issu.e.s de près ou de loin de cette immigration. Il est illusoire de penser qu'on peut stopper ce flux migratoire.

De même, les réactions de rejet et d'intolérance vis-à-vis des étranger.ère.s ne constituent pas un phénomène nouveau. Une situation économique plus difficile accentue encore ce type de réaction, qui est exploitée par des mouvements populistes et d'extrême droite. Ces derniers attisent alors les sentiments de haine et de peur qu'éprouvent les populations autochtones pour leur identité culturelle, leur sécurité et leurs conditions matérielles de vie. Or, si ces inquiétudes sont parfois légitimes, les explications simplistes fournies par ces mouvements, qui font des étranger.ère.s les principaux responsables de tous les problèmes de notre société, sont bien souvent fondées sur des idées toutes faites et des préjugés. C'est pour cela que la sensibilisation de la population à cette problématique est importante. **Chacun.e de nous peut agir**, au niveau de notre engagement dans des organisations syndicales, des groupes associatifs ou autres, afin de tenter de bousculer les préjugés et amener un public aussi large que possible à s'interroger et à s'informer sur les discriminations liées au racisme dont sont victimes les populations issues de l'immigration. Il s'agit ainsi

d'amener les gens à se poser des questions sur les enjeux liés à l'immigration, tels que les questions d'accès à l'emploi, la qualité des emplois en question, mais surtout de mettre l'accent sur l'apport économique, social et culturel réel ainsi que sur le potentiel des populations immigrées, qu'elles aient ou non des papiers.

Durant toute une année, nous avons ainsi appris à décloisonner notre propre histoire, à écouter la profondeur et les souffrances des autres, mais aussi à entrer dans l'histoire personnelle de chaque étudiant.e autour du prisme de l'immigration.

1. Au 1^{er} janvier 2016, 185 nationalités différentes cohabitent en région bruxelloise, dont 15% de Français, 9,3% de Roumains et 9% de Marocains (Chiffres de l'Institut bruxellois des statistiques et analyses IBSA).
2. Immigration en Belgique (Karim et Abel), Cinquante ans d'émigrations italiennes et marocaines (Lhoussine et Mady) ; Colon et colonialisme, fin et conséquences du colonialisme (Julienne et Rose): toutes deux étaient surprises et profondément choquées de voir comment les femmes rwandaises et congolaises étaient maltraitées, considérées comme des objets à bas prix.
3. « Le 23 juin 1946, la Belgique et l'Italie signent un protocole d'accord qui prévoit l'envoi par l'Italie de 50.000 travailleurs en échange de 200 kg de charbon par personne.... » (Karim TELMAT et Abel MOUMBONDJI, *Immigration en Belgique, Travail d'histoire*, 2^e ISCO, Bruxelles, février 2018.)
4. Marco MARTINELLO, Jacinthe MAZZOCHETTI et Andrea REA, « Les nouveaux enjeux des migrations en Belgique », *Revue européenne des migrations internationales REMI*, vol.29, n°2-2013.
5. *La migration en chiffres et en droits 2018*, Rapport Myria.
6. *Ibidem*
7. *Ibidem*
8. Florence MOUSSIAUX, « Capitalisme, patriarcat, racisme : une lecture symétrique des dominations », *Fiche pédagogique, L'Esperluette*, n°91, janvier-mars 2017 (en ligne) <http://ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.PedEsper91.pdf>



Reportage ©

Edwine GOLDONI ♦ CIEP-MOC Liège-Huy-Waremme

Habiter après 65 ans ?

Trois repères pour faciliter la lecture des programmes des partis

Dans le cadre des élections 2019 et sur base de trois dossiers « logement » traités par nos gouvernements, les aînés du MOC de Liège-Huy-Waremme¹ se sont penchés sur les conditions d'habitat des personnes de 65 ans et +...

Le constat est clair ! Nous vivons de plus en plus longtemps. Ce faisant, les situations de perte d'autonomie associées au vieillissement augmentent et doivent être compensées par un habitat adapté. Ensemble, les aîné.e.s ont porté un regard critique sur cette situation d'habitation, dont a émergé les **trois revendications** suivantes, qui – ils.elles l'espèrent –, seront portées par les prochains gouvernements : des **solutions multiples** à combiner selon les besoins et envies de chacun.e ; des **aides** de qualité, en quantité et accessibles financièrement ; une **mutualisation** des couts... et des aides.

Mais comment en sommes-nous arrivés là ? De la nécessité de se positionner dans les élections en tant qu'aîné.e.s, à la diffusion de repères de lecture des programmes en passant par l'analyse

critique de dossiers politiques, nous allons vous présenter les étapes-clés de ce projet réalisé à Liège-Huy-Waremme.

Une année électorale qui démarre en force !

Janvier 2019, nous sommes à quatre mois des élections fédérales, régionales et européennes. En Commission 3^e âge du MOC de Liège-Huy-Waremme², la question tombe : souhaitons-nous nous positionner, comme aîné.e.s, dans ces élections ? La réponse est oui ! C'est ainsi qu'un petit groupe de militant.e.s se lancent dans un « contre-la-montre » avec pour objectifs d'informer les aîné.e.s sur les dossiers qui les concernent en matière de bien-être des seniors et qui sont actuellement travaillés par les gouvernements, ainsi que de leur communiquer des repères pour faciliter la lecture des programmes et leur permettre de se faire leur propre opinion.

Les aîné.e.s s'intéressent-ils.elles aux élections ?

D'emblée se pose une autre question, celle de l'intérêt des aîné.e.s pour les élections. Votent-il.elle.s ? Même les plus âgé.e.s, c'est-à-dire celles et ceux

qui résident en Maisons de repos (MR) et Maison de Repos et de soins (MRS) ?

En mars 2019, nous faisons la connaissance de Paulette, une militante liégeoise partie rencontrer les résident.e.s des MR et MRS de la région pour les sensibiliser au vote lors des élections communales de 2018. Son expérience démontre que si les résident.e.s ont toujours envie de voter, il.elle.s ne savent plus qui choisir ! Il.elle.s se disent déconnecté.e.s du monde politique car il.elle.s ne reçoivent plus d'informations. Par contre, est toujours présent chez eux.elles un sentiment patriotique qui ne demande parfois qu'à être réactivé.

Ce constat d'un manque d'informations nous conforte dans l'utilité, voire la nécessité, de notre projet. Lors de nos échanges avec Paulette, nous identifions également plusieurs balises en termes de communication : l'importance d'avoir un message clair et neutre (basé sur des faits), compréhensible par tou.te.s, rédigé en solidarité avec les autres générations et communiqué en MR et MRS par une personne-relais (un.e ancien.ne militant.e, le conseil des résident.e.s ou la direction lorsqu'elle est preneuse de l'action).

Se focaliser sur l'habitat

Forts de cet échange, nous abordons alors le choix du thème de travail. Entre le dossier pension du gouvernement fédéral, l'assurance autonomie et le décret des MR et MRS du gouvernement régional, nous choisissons de travailler les conditions d'habitat des personnes de 65 ans et +... Ce choix fait suite au travail de réflexion mené ces dernières années par la Commission 3^e âge du MOC Liège-Huy-Waremme sur le logement des seniors ainsi que la rédaction, en 2017, d'une brochure consacrée à l'autodétermination des aîné.e.s en maison de repos³. De plus, le texte réformant le décret des MR et MRS vient de sortir et c'était l'occasion de le passer à la loupe.

Les conditions d'habitat des seniors font référence à une multitude de cas allant de la qualité de vie à domicile à l'hébergement en structure spécialisée.



Focus sur trois repères « habitat »

1. Des solutions multiples à combiner selon vos besoins et envies...

Il existe différentes possibilités d'aides à l'habitat pour les ainé.e.s, qui vont de l'aménagement du domicile (par ex., installation de matériel adapté et aides humaines), à l'emménagement dans une forme innovante de domicile (par ex., habitat groupé, résidence service), ou encore à l'hébergement dans une structure spécialisée (par ex., MR, MRS, centre de jour). Il est important d'intégrer ces solutions multiples dans une formule qui vous corresponde en fonction de vos besoins, envies et moyens financiers.

2. Des aides de qualité, en quantité et accessibles financièrement...

En matière d'aides à l'habitat des 65 ans et +, une attention particulière est à porter sur :

- Le contenu des aides : sont-elles de qualité ?
- L'accessibilité des aides : ai-je un panel de choix suffisant ?
- La formation et la reconnaissance des professionnel.le.s de l'aide : par qui et comment l'aide est-elle donnée ? Dans de bonnes conditions pour le.la soigné.e et le.la soignant.e ?
- Le coût des aides : puis-je me les payer ?

Il est important de veiller à ce que les gouvernements donnent les moyens d'assurer l'offre, la demande et les coûts liés à l'accompagnement et au bien-être des seniors.

3. Vers une mutualisation des aides...et des coûts !

C'est la base de la solidarité ! En mutualisant demandes et ressources, on favorise l'accès aux aides à tou.te.s et on en diminue les coûts pour chacun.e.

Voici quelques exemples de mutualisation des coûts... et des aides :

- Encourager la location de matériel spécialisé et la revente en 2^e main.
- Penser les logements de façon modulable et adaptable aux différentes étapes de la vie.
- Favoriser les transitions douces et anticipées d'un lieu de vie vers un autre sans déracinement.

dossiers ainsi que les résident.e.s des MR et MRS. Ni une, ni deux, en avril 2019, nous organisons une matinée d'étude ouverte à tou.te.s dont les objectifs sont de porter ensemble un regard critique sur trois dossiers actuels en matière de logement, de partager nos expériences, nos avis et interrogations sur ces réalités de vie et d'identifier des points d'attention à communiquer aux ainé.e.s... et aux partis. C'est au cours de cette séance plénière et après les présentations critiques de nos acteur.rice.s de terrain que nous identifions ensemble nos points forts à porter aux futurs gouvernements en matière d'habitation pour les 65 ans et +...

Un flyer A5 pour synthétiser toute notre démarche

Ce projet ne s'arrête pas là ! Ces repères ont été synthétisés sous une forme compréhensible et ont été communiqués aux ainé.e.s avant les élections. C'est un format papier et « de poche » qui est finalement choisi comme support de diffusion. À la mi-mai 2019, à l'occasion du grand débat du MOC de Liège-Huy-Waremme et en présence des représentant.e.s des partis politiques, le flyer a été distribué. Ensuite, il a été diffusé aux ainé.e.s via les membres des groupes seniors de différentes organisations et communiqué à toutes les MR et MRS de la région liégeoise.

Renseignements : CIEP-MOC Liège
Edwine Goldoni, animatrice
Tél. : 0483 22 93 61
Mail : goldoni@mocliege.org

1. Les ainé.e.s de Liège-Huy-Waremme sont un groupe paritaire composé des groupes seniors de différentes organisations (CSC Seniors, Enéo, Vie Féminine et les Équipes Populaires) et groupes locaux à Liège-Huy-Waremme.
2. La Commission 3^e Âge du MOC est une chambre d'écho des réalités des seniors et un lieu d'interpellations politiques.
3. L'autodétermination est la possibilité pour une personne de décider par elle-même pour elle-même.

Afin de prendre en compte toutes ces situations, nous avons choisis trois dossiers qui reflètent le parcours d'habitation classique d'une personne en perte progressive d'autonomie :

- L'aménagement du domicile (par ex., l'installation de matériel adapté et les aides humaines) ;
- Les formes innovantes de domicile (par ex., les habitats groupés et résidence service) ;
- L'hébergement dans une structure spécialisée (par ex. : MR, MRS, centre de jour).

Ces trois dossiers sous le bras, quels regards critiques y portons-nous et

comment impliquer les ainé.e.s ? Ensuite, se pose la question des repères à communiquer. Comment les identifier ? Nous avons besoin d'un second coup de pouce. Pour nous aider, nous faisons appel à plusieurs acteur.rice.s de terrain, expert.e.s en habitat. Nous rencontrons Ludovic et Gisèle pour nous parler de l'aménagement du domicile, Marie-Thérèse et Geneviève sur les formes innovantes d'habitats et Anne-Marie pour décortiquer le nouveau décret des MR et MRS. Et comme le dit l'adage « *Rien sans nous sur nous !* », nous voulons aussi impliquer les ainé.e.s de la région Liège-Huy-Waremme dans cette lecture critique des

Le capitalisme, et après ?

L'année dernière, le Ciep Luxembourg a accueilli le *Musée du Capitalisme* à Arlon. Forte du succès rencontré, l'équipe du Ciep poursuit sa réflexion sur le capitalisme et sur les alternatives possibles, qui est depuis longtemps au cœur de ses préoccupations. Aujourd'hui, il y a comme une urgence à ne pas simplement s'arrêter aux constats à propos des ravages provoqués par le capitalisme, il faut enclencher la réflexion et l'action sur le « comment faire autrement ». De septembre à décembre 2019, le Ciep propose dans différents lieux de la province le

cycle « *Le capitalisme. Et après ?* » pour mettre en débat les alternatives au capitalisme et les actions possibles.

Programme:

26 septembre **Introduction** au cycle : *Alternatives au capitalisme : pourquoi changer est si difficile ?* (Philippe de Leener, UCLouvain) – Bastogne

Propriété : au cœur du système capitaliste, comment l'envisager autrement ?

- 17 septembre *L'économie sociale, vers une société post-croissance* (Sybille Mertens, ULiège) – Arlon

- 22 octobre *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs* (Benoît Borritz, Autogestion) – Arlon

- 24 octobre *Le communisme, l'alternative impossible ?* (José Gotovitch, ULB) – Bastogne

Production et consommation : comment sortir du cycle infernal production-consommation-influence sur les ressources naturelles :

- Des initiatives locales de production et de consommation.

- De nouvelles manières d'exploiter les ressources naturelles : quatre ciné-débats et une visite

D'autres manières d'organiser la subsistance

Finance : analyse de trois pistes qui vont à l'encontre de la logique du profit

- 12 novembre : Vers une civilisation de la gratuité (Paul Ariès, ULB) – Arlon

- 10 décembre : Finance et éthique, un mariage possible ? (Réseau Financité) – Arlon

- Les monnaies complémentaires : deux ciné-débats et un k-fé citoyen
De janvier à juin 2020, les thèmes **Travail, Culture, Fonctionnement collectif** seront programmés.

Programme : www.facebook.com/CiepLuxembourg/

Activités gratuites

Infos : CIEP-MOC Lux Isabelle Paquay

Tél. : 063 21 87 26

Mail : i.paquay@mocluxembourg.be



Nouvelle session BAGIC Liège

Le CIEP propose une nouvelle session de formation de coordinateur.rice de projets d'organismes culturels et socioculturels (BAGIC) à Liège (2019-2021). Délivré par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le BAGIC est destiné aux animateur.rice.s travaillant en éducation permanente, dans une organisation de jeunesse ou d'ainés, un Centre culturel, une association de quartier, ... Ses objectifs : interroger le sens des pratiques socioculturelles ; allier co-construction des savoirs, réflexions théoriques, observations et pratiques expérimentales.

Infos pratiques

Démarrage de la formation : les 17 octobre et 18 octobre 2019

Lieu : Liège

Infos : Charlotte de Leu

Mail : charlotte.deleu@ciep.be

Tél. : 02 246.38.41

Mail : bagic@ciep.be

Les Conseils consultatifs communaux des ainé.e.s.

Un enjeu pour la démocratie locale

À la suite des élections communales du 14 octobre 2018, de nouvelles élues échevin.e.s en charge de la politique des ainé.e.s et de la participation citoyenne ont été désigné.e.s. Les Conseils Consultatifs Communaux des Ainé.e.s (CCCA) ont été ou sont en passe d'être renouvelés. Les nouveaux membres vont découvrir leur rôle et leur fonctionnement durant les six prochaines années.

La Province de Luxembourg, en collaboration avec la FGTB, le MOC Luxembourg et leurs organisations, propose une journée de formation aux ainé.e.s, aux membres des CCCA et aux élu.e.s politiques, pour découvrir et expé-

ri-
menter les bonnes pratiques en termes de consultation citoyenne et de CCCA.

Date : 5 octobre 2019 de 9h00 à 15h30

Entrée gratuite

Lieu : Institut provincial de Formation

- Zoning, 1, rue du Fortin, 24 à 6600

Bastogne

Infos et programme : Ciep

Luxembourg Tél. : 063 21 87 26

Mail : i.paquay@mocluxembourg.be

Inscription : Province de Luxembourg

- Service provincial Social et Santé

Héloïse Goffette

Tél. : 063 21 28 83 Mail :

sp.social@province.luxembourg.be

2019 Dates à épingler

QUINZAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE LA VILLE DE BRUXELLES

Conférences, débats, soirées musicales, ciné-clubs, expositions, spectacles et ateliers créatifs autour des inégalités.

Dates : du 1^{er} au 15 octobre 2019
Différents lieux à Bruxelles
Pour en savoir plus : <https://solidarite.bruxelles.be/fr/activites>

TEMPOCOLOR

Concerts, spectacles, rencontres, ciné-débats autour du fil rouge des nécessaires résistances, les devoirs de solidarité et de désobéissance civile et les indispensables mouvements de contestations contemporains pour défendre les droits humains fondamentaux.

Exposition « *Jaune. Regards sur un mouvement contestataire contemporain* »

Dates : jusqu'au 16 octobre 2019
Lieux : Chiroux, centre culturel de Liège
Programme : www.temppicolor.be

LE MUSÉE DU CAPITALISME À GEMBOUX

Dates : du 3 au 20 octobre
Lieu : Site de l'ancienne coutellerie Piérard (rue du Moulin à Gembloux, à 50 m du centre culturel L'Atrium57)
Programme des activités et visites : ATRIUM57
Tél. : 081 61 38 38
Mail : reservation@atrium57.be
<http://centreculturelgembloux.be>

FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE - ACTION « ENRAGEONS-NOUS ! »

Cette année, cinq pays sont mis à l'honneur : Congo, Québec, Italie, France et Maroc, sans oublier les créations collectives belges professionnelles et en atelier.

Dates : du 5 au 26 octobre
Lieux : en Wallonie et à Bruxelles
Programme et infos : www.theatre-action.be/wp-content/uploads/2019/06/FITA_2019_Programme_WEB.pdf

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, UN ENJEU IDÉOLOGIQUE ?

Journée d'étude du CIEP-MOC de Charleroi

Date : 8 octobre (de 9h00 à 16h30)
Lieu : HELHa (Rue Trieu Kaisin 136 à Montignies-sur-Sambre)

Programme et inscription obligatoire :

<https://cerso.helha.be/a-venir/>
PAF : 10 euros

FESTIVAL DE FILMS ALIMENTERRE

Depuis 10 ans, le Festival AlimenTerre propose des films documentaires qui mettent en évidence les désordres agricoles et alimentaires et proposent des alternatives.

Dates : du 9 au 24 octobre
Lieux : en Wallonie et à Bruxelles
Programme et infos : <https://festivalalimenterre.be/programme/>

FESTIVAL VOIX DE FEMMES « DÉ/RANGER »

Musique, cinéma, ateliers, rencontres littéraires, expositions, créations sonores et théâtre

Dates : du 10 au 26 octobre
Différents lieux sur Liège
Infos et programme : Festival Voix des Femmes
www.festival.voixdefemmes.org

TROISIÈME JOURNÉE DE L'ANTIRACISME

Publics : les professionnel.le.s de l'enseignement, de l'éducation permanente et du tissu associatif
Objectifs : s'outiller pour répondre aux comportements et discours discriminants ; renforcer les acteur.rice.s de terrain dans leur compréhension et leur pratique.

Lieu : Le Delta Av. Golenvaux, 18 à 5000 Namur
Date : 11 octobre
Programme : six tables rondes et six ateliers thématiques
Voir <https://antiracismeday.com/namur-11-10-2019/>
Gratuit mais inscription obligatoire
Organisation : BePax, CAI Namur, CRIBW et CRILux

FESTIV'AFRICA

Événement festif, lieu de rencontres et de découvertes multiculturelles aux couleurs de l'Afrique

Date : 12 octobre de 14h00 à 22h00
Lieu : Espace Lumen (Chaussée de Boondael 32-36, 1050 Bruxelles)
Organisation : MC St Michel et Solidarité Mondiale
Infos : Tél. : 02 501 51 96
Mail : cooperation.bxl@mc.be
Entrée gratuite.

LA CIGALE AU CHÔMAGE OU FOURMI EN BURN-OUT ? PARTAGER L'EMPLOI POUR SORTIR DE LA BARBARIE

Dates : samedi 12 octobre de 9h30 à 18h30 et dimanche 13 octobre 2019 de 9h00 à 16h00
Lieu : La Marlagne à Wépion (Namur)
Organisation : Cefoc (Centre de Formation Cardijn) avec le CIEP-MOC de Bruxelles
Information et inscription : Cefoc asbl – Tél. : 081 23 15 22
Mail : info@cefoc.be www.cefoc.be

FORMATION POUR FORMATEUR.RICE.S EN GENRE

Maitriser les concepts théoriques et pédagogiques de l'approche genre en développement

Dates : Du 18 au 22 novembre
Lieu : Bruxelles
Infos et inscription : Le Monde selon les Femmes Tél. : 02 223 05 12
www.mondefemmes.org

DÉVELOPPER SON EMPOWERMENT : LEADERSHIP AU FÉMININ

Dates : du 4 au 5 décembre
Lieu : Bruxelles
Infos et inscription : Le Monde selon les Femmes Tél. : 02 223 05 12
www.mondefemmes.org

SOINS DE SANTÉ : DE LA DÉRIVE AU DROIT POUR TOUS ET TOUTES

Lieu : Centre Culturel La Marlagne à Wépion (Namur)
Dates : 14 et 15 décembre 2019
Information et inscription : CEFOC secrétariat
Tél. : 081 23 15 22 Mail : info@cefoc.be

VERS DES BUDGETS PARTICIPATIFS COMMUNAUX (BP)

Cycle d'événements et échanges autour des BP comme outil d'implication des citoyen.ne.s dans les finances publiques.

- *Un budget participatif communal, de quoi s'agit-il ?* (Octobre 2019)
- *Un budget participatif communal, à quoi cela sert ? Quel apport pour les élus politiques et les citoyen.ne.s ?* : conférence d'Yves Cabannes, spécialiste international des budgets participatifs. (novembre 2019).
- *Un budget participatif communal, comment s'y prendre ?* Atelier pratique (décembre 2019 ou janvier 2020).

Infos : Periferia Fanny Thirifays
GSM : 0475 40 85 74 – www.periferia.be

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400 Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI – THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi • 071.31.22.56

DINANT – PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500 Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath • 068.84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000 Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Palais, 25 - 4800 Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700 Eupen • 087.59.46.30



Reportage &

Qu'ils soient peintres, comme le japonais Hokusai, écrivain.e ou essayiste comme Attali, photo-reporter ou encore simples voyageur.euse.s, de nombreux artistes, célèbres ou non, se sont saisis ou se sont laissés inspirer par la mer dans tous ses états.

Ce reportage de *L'Eperluette* laisse la parole à un passionné de photos. Michel Renard nous fait découvrir, à travers son objectif et ses photos, la mer côté face avec ses vagues et ses écumes, mais aussi côté pile avec la digue, ses mouettes et son urbanisme bien particulier.